Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 7 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***17- 24 février 2021***

CRISE CONSTITUTIONS ET VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN HAÏTI

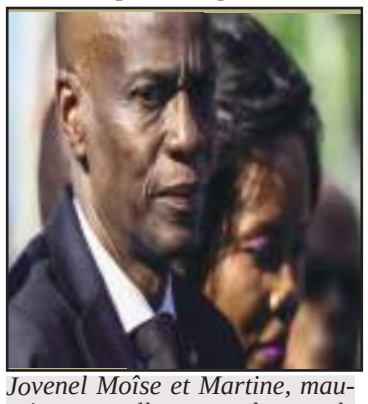
Le mandat constitutionnel de Jovenel Moïse finit le 7 février 2021

Déclaration commune des cliniques des droits de l'homme aux États-Unis

Précisions sur la crise constitutionnelle et des droits de l'homme en Haïti

Par Léo Joseph

Trois influentes institutions américaines sont intervenues sur la crise socio-politique qui secoue Haïti exacerbée par l'obstination de Jovenel Moïse à rester au pouvoir sous prétexte que son man-



Jovenel Moïse et Martine, mauvsies nouvelles pour le couple présidentiel ?

dat constitutionnel prend fin le 7 février 2022, alors que l'échéance de sa présidence est fixée au 7 février 2021, tant par la Constitution que par la Loi électorale de l'année 2015. L'intervention de ces trois entités juridiques américaines parlent avec autorité, car ambitionnant d'influencer la politique des États-Unis eu égard à leurs relations avec des pays en butte à des crises similaires à celles que connaît Haïti présentement.

En effet, La « Loweinstein International Human Rights Clinic » de Yale University Law School, la « Global Justice Clinic» de New York University School of Law et la IHRC l' «International Human Rights Clinic (Harvard Law School » ont mis ensemble leurs ressources en vue de présenter une position commune sur la crise haïtienne. Le document qu'elles présente constitue un véritable réquisitoire du régime Moïse-Jouthe, offrant des arguments solides, tout au long du texte, qui commence ainsi s'applique à démontrer juridiquement que le mandat présidentiel de Jovenel Moïse prend fin le 7 février 2021.

Léon Charles, le bras de la répression pour Jovenel Moïse.

Aussi le document cite-t-il l'article 134-1 de la Constitution, comme référence. Voici l'argumentaire des trois institutions :

« En tant que cliniques des facultés de droit basées aux États-Unis et travaillant en solidarité avec la *société civile haïtienne, nous sommes profondément préoccupés par la détérioration de la situation des droits de l'homme en Haïti et par la réponse des États-Unis à ce jour. Des preuves crédibles démontrent que le Président Jovenel Moïse s'est engagé dans un schéma de conduite visant à créer une crise constitu-*

Suite en page 8

CRISE POLITIQUE ET PRÉSIDENCE DE FACTO EN HAÏTI

Le vent commence à tourner

Des mauvaises nouvelles successives pour Jovenel Moïse

On dit souvent que les mauvaises nouvelles arrivent en série. Bien que Jovenel Moïse jouisse à cœur joie d'un pouvoir auquel il n'ait point droit, prenant ses derniers ébats, au carnaval, à Port-de-Paix, la situation politico-diplomatique change inexorablement. Le moment est venu pour lui de bien jauger ses options. Les derniers événements pourrait bien se traduire en fin de règne, dans les heures qui viennent.

En effet, à force de vaincre ses ennemis, Nèg Bannannan nan pense qu'il est invincible. Comme pour dire qu'il possède la ma-

Suite en page 8

LE MANDAT CONSTITUTIONNEL DE JOVENEL MOÏSE BEL ET BIEN FINI

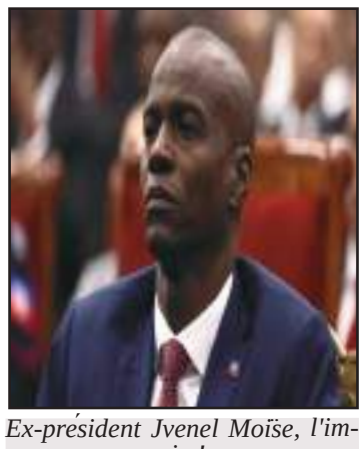
Pleins feux sur la transition avec qui aux commandes ?

S'impose une décision sage avant que Mécène Jean-Louis ne chancèle...

Par Léo Joseph

Après le 7 février, la classe politique continue le débat autour du mandat de Jovevel Moïse, alors que tous les efforts devraient se concentrer sur son éviction définitive du Palais national et son arrestation pour qu'il rende compte

Juge Windelle Coq, candidate proposée à la présidence intérimaire.



Ex-président Jvenel Moïse, l'imposture a un prix !

Juge Joseph Mécène Jean-Louis, president intérimaire.

des multitudes de crimes qu'il a commis au pouvoir, de concert avec ses conseillers et collaborateurs. Mais les acteurs politiques

Suite en page 3

HAPPENINGS!

Setting up a new dictatorship in Haiti is vehemently contested, despite the consent of the international community

The people crying out down with dictatorship!

By Raymond Alcide Joseph

Massive demonstrations in the capital of Port-au-Prince and other Haitian cities last Sunday had nothing to do with Valentine. The people were protesting the set-up of a new dictatorship after the overthrow, 35 years ago, of the 30-year dictatorship of the Duvaliers, father and son, that

Continued on page 7

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 2

NOU LA POU OU

Fè 2021 w ap jwenn pwoteksyon asirans.

Li pa twò ta pou w jwenn pwoteksyon bon mache ak bon kalite ou bezwen an 2021 an. NY State of Health ka ede ou jwenn yon plan ki abòdab ak:

- **Swen prevantif gratis**
- **Prim ki ba oswa okenn prim**
- **Depans ki soti nan pòch ki ba**

Rele oswa konekte sou Entènèt pou jwenn èd nan men konseye asirans sante lokal yo pou konpare plan, aplike pou asistans finansye pou bese depans ou yo, epi chwazi pwoteksyon ki travay pou ou.

ENSKRI JODI A POU JWENN PWOTEKSYON AN 2021.
JWENN PLAN OU AN JODI A!

Rele nan: 1-855-355-5777
Telefòn Tèks: 1-800-662-1220

Ale sou sitwèb: nystateofhealth.ny.gov

nystateofhealth
The Official Health Plan Marketplace

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 3

LE MANDAT CONSTITUTIONNEL DE JOVENEL MOÏSE BEL ET BIEN FINI

Pleins feux sur la transition avec qui aux commandes ?

S'impose une décision sage avant que Mécène Jean-Louis ne chancèle...

Suite de la page 1

enfoncent leur tête dans le sable, feignant d'ignorer la grave crise qui se profile à l'horizon, avec le choix du secteur démocratique et de la société civile, en l'occurrence Me Joseph Mécène Jean-Louis, le membre le plus âgé de la Cour de cassation.

Point n'est besoin de s'attarder sur la question relative à la santé du président intérimaire dont la nomination fait de *Nèg Bannann nan* un imposteur à la tête du pays. En ce sens, sa situation constitue une vérité de La Palice. Dans cet ordre d'idées, tout le monde sait de quoi on parle. Mais on s'étonne que des hommes qui se battent inlassablement, exposant même leur vie aux caprices de criminels comme Jovenel Moïse et ses collaborateurs, dans la défense des intérêts supérieurs de la nation puissent vouloir jeter leur dévolu sur l'homme des Gonaïves dont pourtant quasiment tout le monde doute des capacités à se colleter avec les gros défis de la présidence durant les deux années de mandat intérimaire. Les femmes et hommes qui ont fait choix de ce dernier pour piloter l'administration publique, jusqu'à ce qu'un président constitutionnellement élu soit installé, et qui ont la responsabilité d'offrir au pays celui ou celle qui possède les meilleurs talents possibles pour mener à bien la tâche, doivent s'acquitter consciencieusement de celle-ci. Ils doivent ce minimum à ce pays dont ils affichent l'amour par les grands sacrifices qu'ils ont consentis, et par les luttes qu'ils ont menées au cours de ces années. Suite à toutes ces preuves de dévouements manifestés à Haïti, les acteurs politiques à l'origine du choix de Me Jean-Louis à cette fonction lui doivent l'ultime amour filial, sous forme de sacrifice de leurs intérêts à celui du pays. Puisqu'après le passage de Jovenel Moïse au pouvoir, les citoyens ont besoin, à la présidence provisoire, d'un soulagement immédiat, un besoin impérieux pour que ce président intérimaire se mette au travail immédiatement, et presque sans arrêt.

À la recherche d'un autre président intérimaire de consensus

Si un consensus était nécessaire pour choisir un chef d'État temporaire, pour remplacer Jovenel Moïse, cela devient indispensable maintenant, surtout quand le paysage politique est dépeuplé, suite aux mesures illégales de l'homme qui occupe présentement le Palais national, en dehors de toute légitimité.

En effet, dans le but de déjouer le processus de son remplaçant, où il est suggéré de choisir le président intérimaire, comme pour accréditer sa thèse de complot contre la sécurité interne de l'État ayant justifié l'arrestation du juge de la Cour de cassation Yvickel Dabrésil avec Marie-Antoinette Gauthier, inspectrice générale de la Police nationale, ainsi qu'une vingtaine d'autres personnes, le président de facto a fermé la plus haute instance judiciaire du pays avant de mettre à la retraite les trois juges dont les noms ont été antérieurement cités pour le remplacer temporairement à la première magistrature de l'État. Une mesure qui élimine les possibilités envisagées par les secteurs voulant le chasser définitivement du Palais national. Poussant encore plus loin sa folie, non content d'avoir commis l'acte odieux et inconstitutionnel d'arrêter et d'emprisonner un juge de la Cour de cassation, il est parti en guerre contre le système judiciaire lui-même. La Cour de cassation a été encerclée par des policiers qui ont verrouillé la porte d'entrée, la déclarant hors de service. Ce geste est suivi de la fermeture de l'École de la magistrature. Presque consécutivement à ces événements, il a ordonné la mise à la retraite de trois juges en Cassation. En clair, le régime illégal dirigé par l'équipe Moïse-Jouthe n'a aucun besoin de la justice dans le monde qu'il entend créer. Ainsi croit-il barrer définitivement la route à son successeur.

Jovenel Moïse n'est plus président d'Haïti

Il est un fait certain : Jovenel Moïse n'est plus président d'Haïti. Depuis le 7 février, toutes les actions qu'ils a menées et les décisions qu'il a prises sont nulles et non avenues. L'opposition et ses alliés doivent concentrer leurs efforts sur la réussite d'un choix pour le remplacer. Si les conditions rendent Me Jean-Louis impossible, il faut laisser au patriotisme objectif d'inspirer le choix d'un (e) autre citoyen (ne) pour lui succéder à titre intérimaire.

De toute évidence, Jovenel Moïse a tenté de mettre la Cour de cassation hors-jeu, dans la gestion de l'administration intérimaire du pays. Mais il faut aller de l'avant. Et agir vite !

Pas question de considérer le président de la Cour de cassation, désormais rendu « *croupion* » par Jovenel Moïse. René Sylvestre a signé un document dans lequel il donne raison à son président, Jovenel Moïse, d'avoir arrêté le juge Dabrésil. Il s'est tout aussi bien tu sur sa décision d'en mettre trois autres à la retraite. Le reste des magistrats de la plus haute instance judiciaire du pays n'ont pipé mot, face à la destruction du système judiciaire. Ils ne sauraient jouer aucun rôle attribué aux membres de cette institution, qui n'existe plus dans la logique de Moïse.

Si nous nous soucions vraiment de doter le pays de moyens optimaux pour aller de l'avant, nous avons alors l'obligation de résoudre, le plus objectivement possible, le problème de Me Mécène Jean-Louis. Avant de nous colleter avec celui du choix d'un/e autre citoyen (ne) comme président intérimaire.

Parmi les trois membres de la Cour de cassation qui avaient été désignés, il n'en reste que deux, une fois ce dernier jugé inapte à servir la nation pour l'instant. Quant au juge Yvickel Dabrésil, l'affaire dans laquelle le Palais l'a trempé le handicape. On dirait qu'il est « *brûlé* ». Il faut aller vite en besogne avec le processus de remplacement de Me Jean-Louis. On ne devrait pas ouvrir la porte au débat sans grandeur, qui risque de déclencher, à la faveur de l'éventuelle nomination d'un autre candidat à ce poste.

En toute objectivité, il ne reste qu'un seul membre de la Cour de cassation dont l'intégrité reste intacte : juge Windelle Coq. Elle a été déjà choisie, son nom faisait le décor du débat politique depuis déjà plus d'un an. Elle jouit aussi du privilège d'avoir été entièrement examinée par la communauté internationale. Sans conteste, elle offre toutes les garanties politiques et sociales dont le pays a besoin, ainsi que pour les partenaires internationaux.

On peut parier qu'elle ne fera pas l'unanimité, mais elle obtiendra assurément l'appui de la majorité. Il y a urgence ! C'est l'instant où le patriotisme des uns et des autres doit entrer en jeu. Il faut un consensus pour exorciser le malin esprit qui a pour nom Jovenel Moïse. Forgeons un consensus autour de Windelle Coq !

L.J.

RIVERTON STREET CHARTER SCHOOL

ENSKRIPSYON AP FÈT KOUNYE A

Pwofesè nou yo fòme pou travay ak ede elèv ke lang natif natal yo pa Anglè. Sèvis tradiksyon disponib egalman pou tout paran ki fè demann lan.

Nou ofri pwogram edikasyon espesyal ak sèvis yo nan bilding lekòl la oswa nan yon lokal Komite Edikasyon Espesyal la detèmine nan distri a.

Riverton Street Charter School se yon lekòl piblik chatè gratis ki lokalize nan
118-34 Riverton Street, St. Albans, NY 11412

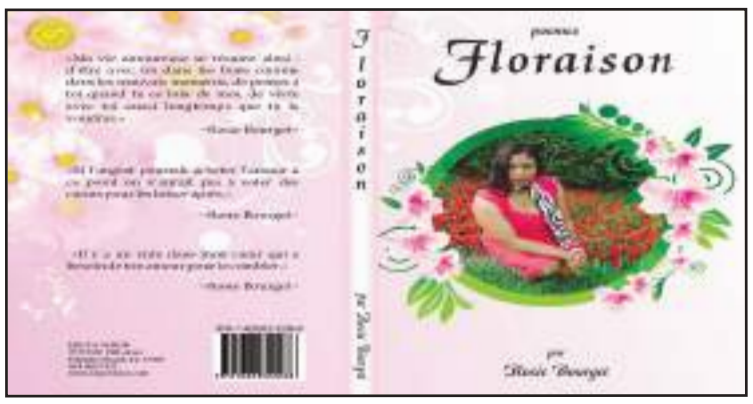
ENSKRIPSYON AP FINI 1ye AVRIL 2021

Pou w aplike rele nan **718-481-8200** oswa vizite
RivertonStreetCharterSchool.org

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 4

Lojman Piblik

PWOJÈ KAPITAL

Metropolitan Transportation Authority nan non MTA New York City Transit ansanm avèk filyal li yo – MTA Long Island Rail Road, MTA Metro-North Railroad, MTA Construction and Devlopment Company, ak MTA Bus Company (kolektivman "MTA") ap òganize yon odyans piblik pou mande kòmantè sou pwopozisyon sibvansyon federal MTA pou Ane Fiskal 2021. Akoz pandemi COVID-19 ki ankou, nap òganize reyinyon sa a vityèlman atravè platfòm anliy Zoom ak fonksyon konferans telefonik, avèk yon difizyon andirèk sou sitwèb odyans pwojè kapital MTA 2021.

MTA a resevwa lajan federal konfòrmeman avèk Administrasyon Transpò Federal (FTA) nan Seksyon 5307 nan Depatman Transpòtasyon Etazini ak/oswa Seksyon 5309, 5324 (FTA Emergency Relief), 5337 ak 5339 Tit 49, nan Kòd Etazini (Kòd la), Tit I nan Lwa sou Transpòtasyon Sifas Etazini (FAST Act) ansanm avèk lòt afektasyon federal. Gouvèrnè Eta New York, otorite lokal yo, operatè sèvis transpò piblik yo te deziyen MTA pou resevwa kalite sibvansyon sa yo.

Lajan yo mande a se pou kategori pwojè kapital yo ki liste anba e yo pi byen dekri nan Pwojè Pwogram MTA yo. Pwojè Pwogram MTA yo disponib pou revizyon nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** lè ou rele nimewo ki liste anba. MTA mande epi ankouraje kòmantè founisè transpò prive yo. Amelyorasyon Kapital nan kad Pwogram sa a fèt jeneralman nan rezo MTA oswa nan yon pwopriyete vil la oswa Eta posede. Akizisyon byen oswa relokasyon ap fèt konfòmeman avèk dispozisyon legal ak reglemantè apwopriye yo. Pwojè yo ki fè pati nan odyans sa a fè pati nan Pwogram Kapital ki apwouv 2010-2014, 2015-2019 oswa 2020-2024.

Pwojè kapital yo te apwouve oswa ap andose pa Òganizasyon Planifikasyon Metropoliten pou rejyon metropoliten New York epi konfòme avèk Plan Enplemantasyon Eta (SIP) jan li obligatwa daprè Lwa modifiye 1990 sou Kalite Lè. Pwojè a pa ta dwe gen okenn enpak negatif anviwonmantal enpòtan. Si FTA prepare yon deklarasyon fòmèl sou enpak anviwonman an sou nenpòt nan pwojè pwopoze yo, MTA ap emèt yon avi piblik pou rann deklarasyon an disponib. Tout egzijans legal yo ki gen rapò avèk kliyan granmoun ansanm avèk sa ki andikape ap satisfè.

Li prevwa nenpòt diferans ant depans pwojè a ak lajan sibvansyon federal la ap satisfè grasa lajan ki te disponib pa youn oswa yon konbinezon ajans kredi ki afiliye lokal ak eta pou pataj pwojè ki pa federal ki jenere grasa revni tòll annakò avèk lwa federal (23 USC 120 (i)), oswa lavant byen oswa pwogram revni.

Nan Ane Fiskal Federal 2020, MTA kalifye pou resevwa yon estimasyon $684.2 milyon nan lajan seksyon 5307, $795.3 milyon nan Seksyon 5337 State of Good Repair funds, ak $28.6 milyon nan Lajan pou Enstalasyon Otobis ak Bis. Repatisyon pou Ane Fiskal Federal Ane 2021 la poko disponib. Lajan Federal yo dwe jeneralman matche a yon kontribisyon lokal pataje pou asistans kapital 20 pousan pou pifò kategori finansman yo.

KATEGORI PWOJÈ/DEMANN FEDERAL ESTIME (Dola an Milyon)

LONG ISLAND RAIL ROAD

Kategori Pwojè	$M
Estasyon	180.05
Ray	661.00
Liy Estrikiti	197.40
Kominikasyon ak Siyal	19.40
Acha ak Santye	36.80
Elektrisite	142.30
Divès	138.00
Total LIRR	**$1374.95**

METRO-NORTH RAILROAD

Kategori Pwojè	$M
Bato Ferry yo	$12.56
Estasyon	275.39
Ray ak Estrikti	834.40
Kominikasyon ak Siyal	238.85
Elektrisite	124.59
Acha ak Santye	6.70
Divès	56.00
Total MNR	**$1548.49**

NEW YORK CITY TRANSIT

Kategori Pwojè	$M
Ranplasman Otobis	247.20
Estasyon Pasaje	2550.40
Ray	394.00
Liy Ekipman	110.00
Liy Estrikiti	981.00
Siyal ak Kominikasyon	375.80
Elektrisite	177.00
Achte	80.00
Depo	28.50
Divès/Tjans	66.20
Staten Island Railway	40.00
Total NYCT	**$5050.10**

OTOBIS MTA

Kategori Pwojè	$M
Acha otobis	20.90
Etablisman yo	16.00
Total Otobis MTA	**$36.90**
MTA TOTAL	**$8,810.44**

Dat ak Lè Odyans Piblik Vityèl yo, Peryòd Anrejistreman yo

PWOJÈ KAPITAL 2021, ODYANS PIBLIK VITYÈL, Madi 23 Fevriye 2021

Odyans lan ap kòmanse nan 5:00 p.m. Seminè anliy Vityèlman nan Zoom

Fòma Odyans Piblik Vityèl

Akoz pandemi COVID-19 ki ankou, nap òganize reyinyon sa a vityèlman atravè platfòm anliy Zoom ak fonksyon konferans telefonik, avèk yon difizyon andirèk sou sitwèb odyans pwojè kapital MTA 2021.

Ou sipoze anrejistre alavans pou ou pale nan yon odyans piblik vityèl. Chak moun pral gen twa (3) minit pou pale.

Anrejistreman pou Odyans Piblik Vityèl la

Pou w anrejistre pou w pale nan odyans piblik vityèl yo, tanpri anrejistre sou entènèt nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** oswa rele nan Nimewo Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777. Anrejistremna pou odyans piblik vityèl pral ouvè nan dat 23 Fevriye 2021 apati 10:00 a.m. pou rive 11:00 a.m. Tout kòmantè yo pral transkri epi yo pral fè pati dosye pèmanan odyans sa yo.

Rejwenn nou nan Odyans Piblik Vityèl la

Si w anrejistre pou w pale, ou kapab rejwenn nou atravè Zoom nan lè ki te pwograme pou odyans lan swa sou entènèt oswa pa telefòn atravè enstriksyon sa yo:

Rejwenn Zoom sou entènèt: Pou w jwenn aksè nan seminè anliy sou Zoom lan, vizite sitwèb la: **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing**

(Ou kapab ale tou sou zoom.us/join epi antre nimewo webinè a 889 4444 8992)

Rejwenn pa PC/Tablet/Smartphone:
Rewjenn lyen: https://mta-info.zoom.us/j/88944448992
ID seminè sou entènèt: 889 4444 8992

Rejwenn Zoom sou entènèt pa telefòn: Pou aksede a rankont Zoom lan atravè telefòn, tanpri rele 1-877-853-5247 (gratis). Epi antre nimewo Webinè a 889 4444 8992, epi apre peze sly dyèz (#).

Wè Sèlman Sou Entènèt: Manm Piblik la ki ta renmen sèlman pou yo asiste a odyans lan kapab jwenn aksè a "andirèk" la nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing.**

Soumèt yon kòmantè

Yo dwe depoze tout deklarasyon alekri yo nan 5 p.m. nan dat 23 Janvye 2021. Kòmantè nou resevwa apre dat ak lè sa pap konsidere.

Pou w jwenn yon Kopi nan Pwojè Pwogram Konplè MTA

Wap jwenn yon lis konplè pwojè yo ki kalifye pou finansman daprè pwopozisyon sa a disponib sou sitwèb MTA nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** oswa lè ou eskane Kòd QR la. Wap jwenn enfòmasyon sou lokal piblik yo ansanm avèk pwojè yo ki kalifye pou finansman sou sitwèb MTA oswa lè ou kontakte MTA nan adrès ki anba. MTA ap fè pwogram final pwojè yo disponib sou sitwèb li pou pwojè seksyon 5307-finanse lè FTA atribye sibvansyon pou pwochen ane fiskal la.

MTA ap fè pwogram final pwojè yo disponib sou sitwèb li (http://web.mta.info/mta/grant/index.html) pou pwojè seksyon 5307-finanse lè FTA atribye sibvansyon Federal ane fiskal 2021.

Lòt fason anplis pou w fè komantè epi pou w mande enfòmasyon

Pou soumèt kòmantè, pou w jwenn enfòmasyon adisyonèl oswa pou mande kopi aplikasyon yo ak pwojè pwogram final yo pou soumèt nan FTA, yo ta dwe voye lèt yo nan **MTA Capital Program Funding, Re: 2021 Capital Projects Virtual Public Hearing, 2 Broadway, Room B4.01, New York, NY 10004. Tout lèt yo dwe gen so lapòs pa pita pase 23 Fevriye 2021.**

Pou w soumèt kòmantè oswa pou lòt enfòmasyon anplis, ou kapab kontakte nou nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** oswa rele nimewo Odyans Piblik la nan (646) 252 6777. Ajan telefòn yo disponib apati 6 a.m jiska 10 p.m chak jou.

Sèvis Aksè ak Èd pou kesyon Lang

Nan odyans vityèl yo CART Captionning ak Lang Sly Ameriken ap disponib.

Manm nan piblik la ki soud oswa ki difisil pou yo tande ka itilize sèvis transmisyon yo vle a oswa yo ka itilize sèvis transmisyon gratis 711 lan, epi mande pou yo konekte yo a nimewo Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777 pou yo pale ak yon ajan.

Manm nan piblik lan ki avèg oswa ki pa wè byen ka mande mezi adaptasyon anvan oswa pandan 3 Fevriye 2021, lè ou soumèt yon demann anliy sou entènèt nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** oswa rele nimewo Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777.

Manm nan piblik lan ki pa gen aksè a yon òdinatè oswa ki pa gen aksè a entènèt ka tande chak odyans yo lè ou rele seminè anliy Zoom nan 1-877-853-5247 (gratis). Epi antre nimewo Webinè a 889 444 8992, epi apre peze siy dyèz (#).

Si w bezwen èd pou kesyon lang oswa nenpòt mezi adaptasyon, tanpri soumèt yon demann omwen twa jou biwo anvan dat odyans lan pwograme an nan yonn nan fason ki vin annapre yo: sou entènèt nan **new.mta.info/2021-capital-projects-hearing** lè ou rele nimewo telefòn Odyans Piblik lan nan (646) 252-6777, oswa voye yon lèt bay : **MTA Capital Program Funding, Re: 2021 Capital Projects Virtual Public Hearing, 2 Broadway, B4.01, New York, NY 10004.**

Metropolitan Transportation Authority www.mta.info

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 5

Billet aux policiers (ières) d'Haïti

Mesdames, messieurs les agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH), la seule force légitime du pays. Par humanité et aussi par la reconnaissance de la haute valeur de la vie humaine, et dicté par la réalité de la loi du karma, je vous interpelle aujourd'hui.

Vous avez choisi de faire carrière au sein d'une institution avec une sacrée mission de protéger des vies et des biens. Votre mission est difficile et, parfois, elle vous place au mauvais endroit au mauvais moment, et conséquemment, vous payez bien souvent l'ultime prix, celui de votre vie. Jetez un regard introspectif sur vos agissements, vos motivations et posez-vous ces questions essentielles :

- Ai -je droit à un logement décent ?
- Ai-je de quoi nourrir ma famille ?
- Mes enfants ont-ils accès à une éducation de qualité ?
- Ai-je droit à la sécurité sociale ?
- Quel avenir après tout cela ?
- Ai-je un salaire raisonnable me permettant de joindre les deux bouts ?

Vous êtes tous issus de la matrice populaire, vous avez en commun : la misère, l'insalubrité, la frustration, l'exploitation et la déshumanisation au quotidien. Vous ne sauriez même pas quoi répondre quand, agonisant sous vos balles assassines, une victime vous demanderait : quel est le prix de la vie ? Pour quel résultat?

Tuer devient pour la majorité d'entre vous une sorte de vengeance contre la vie, un moyen aussi de dégager vos frustrations et de répondre aux attentes malsaines des voleurs de votre bonheur. Vous êtes notre Police nationale, celle qui a juré de nous protéger et de nous servir. Être policier est un sacerdoce, non un moyen d'échapper à la misère ou une profession de boucher, de tueur à gages au service des élites politiques et économiques corrompues.

Votre servilité et votre allégeance aveugle aux intérêts mafieux vous éloignent chaque jour davantage de la mission pour laquelle vous avez été appelés et ce faisant, vous vous êtes aliénés, sans aucune admiration, la sympathie des gens de bien. Vous creusez toujours plus profondément un immense fossé et créez deux mondes : Le vôtre et celui de vos semblables avec, malheureusement, la même et triste réalité. Vous êtes devenus, aujourd'hui, par voie de conséquence : *Ennemis du peuple, ennemis de vous-mêmes* ».

Ce cri du cœur et des entrailles n'est qu'un catalyseur, un appel à un réveil de ce qui reste de votre conscience, si elle a été vendue, vous devez la racheter et faire volteface, afin de rejoindre votre camp. Votre devise, protéger et servir n'est qu'un camouflet aux yeux de ce peuple meurtri. Car la vérité est que vous êtes armés et enrôlés pour protéger les vies ayant des biens; ceux-là qui se croient les seuls et dignes héritiers de la patrie et qui empêchent la révolte des masses déshumanisées et exploitées.

Vous êtes l'atout de la vraie révolution haïtienne, le véritable verrou au bien-être collectif. Ne vous faites pas complices des voleurs arrogants qui se servent de vous pour terroriser la population et pérenniser un règne désastreux. Ils carburent au gré des caprices de nos faux amis qui en veulent à notre développement et s'allient contre nous pour nous faire payer au prix le plus fort l'exploit d'avoir rendu libre les esclaves, nos ancêtres.

Vous êtes en danger, le malheur vous guette partout. Des gangs armés pullulent et agissent en toute impunité, en vertu de ce plan machiavélique ourdi par les tenants de ce système, suivant un agenda bien précis. Outre des excès parfois réprimés, en vertu des règles, ces gangs sont également un instrument développé à dessein pour contrebalancer vos influences et aussi grâce à leur puissance de feu effrayante ils finiront par vous imposer la peur : « *Le Soldat combat avec plus d'acharnement lorsqu'il a peur* ». Voilà pourquoi vous êtes si acharnés à combattre vos propres frères et prêts à tout éliminer, croyant que votre survie en dépend.

J'ai été, je l'avoue, un peu long, nécessité oblige, mais ces questions demeurent pertinentes : qui a conçu les manuels militaires, les soldats ?

Votre code déontologique a-t-il été conçu pour vous garantir un changement de vie ?

Le glas de cette entente tant attendue a sonné, police-population pour sauver Haïti.

L'horloge du monde affichera 13:00 et Haïti l'an 1 de l'ère du bonheur.

*** Jean Jackson Michel**
Ancien candidat à la députation de l'Arcahaie (qui a été fait emprisonner par Jovenel Moïse. Mais trouvé non coupable par les juges, et relâché après des mois d'incarcération).

ARTS & SPECTACLES

Adieu Johnny Pacheco

Par Thierry Antha

Le 25 mars 25, 1935, à Santiago de los Caballeros, en République dominicaine, naît Juan Zacarías Pacheco Knipping. De son père, Rafael Azarías Pacheco, chef d'orchestre et clarinettiste de Santa Cecilia Orchestra, il va hériter de l'énorme passion pour la musique. Au moment où sa famille émigre à New York, en 1946, le gamin n'était qu'âgé de onze ans quand il s'inscrit à Juillard School, en vue de poursuivre ses études musicales en percussion. Il s'y met avec brio à telle enseigne qu'il en deviendra l'un des meilleurs de son époque. Cependant il ne se limite pas à la maîtrise de la percussion, Johnny Pacheco joue aussi le saxophone, l'accordéon, et la flûte avec une doigtée des plus étonnantes. Cette polyvalence instrumentale fera de lui un homme-orchestre à plusieurs dimensions.

Doté de cet immense talent musical et du don inné de leader, Johnny Pacheco crée son premier orchestre légendaire, Pacheco y Su Charanga, à l'âge de vingt-cinq ans, en 1960. Comme aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années, son premier album se vend à plus de cent mille exemplaires, en moins d'une année, pour être consacré le mieux vendu de toute production latine de l'an. Son immense international va créer une marque déposée du genre musical Pachanga, qui est une fusion commerciale issue du premier syllabe de son nom **Pa**checo avec le premier et dernier syllabe du nom de son orchestre **Cha**ra**nga**. Cette innovation musicale le propulse au rang de vedette internationale dont la carrière musicale le conduira en tours aux Etats-Unis, Europe, Asie, en Amérique Latine, et en Afrique. L'étoile musicale de Johnny Pacheco brille de mille feux, si bien que son orchestre sera le premier groupe musical espagnol à prester comme tête d'affiche à l'Apollo Theater, à Harlem, en 1962 et 1963. Et comme par enchantement, vers la fin de 1963, avec son avocat Américano-Italien, Jerry Masucci, Pacheco fonde la compagnie discographique Fania Records, qui deviendra le seul porte-étendard de toutes les grandes vedettes espagnoles pendant plusieurs décennies.

En tant que directeur artistique, producteur-musicien, et exécutif de sa compagnie, Johnny Pacheco va lancer la carrière musicale de plusieurs grands noms de la Fania, notamment Ray Barretto, Bobby Valentin, et Rubén Blades. En 1967, comme pour créer une meilleure symbiose artistique de tous les grands noms de sa compagnie, Pacheco crée le super-groupe de Fania All-Stars, où prestent toutes les icônes de la musique latine des Caraïbes, comme Tito Puente, Héctor Lavoe et Celia Cruz. Cette ingéniosité managériale et musicale propulsera la musique tropicale dans les meilleurs firmaments des arts et spectacles du monde. Le succès est foudroyant, au point que l'attraction vers la salsa et autres amène la coopération de grands noms américains du monde de la musique de jazz et pop, comme Quincy Jones,

Johnny Pacheco à la flûte.

Stan Kenton, Tony Bennett, George Benson, Sammy Davis jr., Ethel Smith, voire Stevie Wonder.

Parlant des tournées mondiales de Fania All-Stars, l'honneur m'est échu de couvrir leur prestation au Zaïre (Congo DRC), en 1974, au cours du fameux combat du siècle de la boxe, entre George Foreman et Muhammad Ali, à Kinshasa. Le plus grand festival de tous les temps au cours duquel les vedettes noires américaines, telles que James Brown, les Pointer Sisters, BB King et les Fania All-Stars se sont disputé la vedette avec les plus grands orchestres modernes du pays, de sept heures du soir à trois heures du matin. Johnny Pacheco a conduit de mains de maître son Fania All-Stars avec une joie tout azimut, telle qu'il ne cessait de terminer chaque chanson du groupe avec un cri heureux en Espagnol : « *Que viva la musica !* ». Sa glorification de la musique inspirera mon ami Jules Shungu, alias Papa Wemba, de nommer son nouvel orchestre Viva-La-Musica, en décembre 1974.

Au-delà d'une carrière musicale fulgurante, Johnny Pacheco s'est construit aussi une carrière de producteur cinématographique, dans le but de mieux positionner la musique Salsa sur le plan international. Pour son baptême de feu, en 1992, avec Antonio Banderas, il lance « *Los Reyes del Mambo* » (« The Mambo Kings ») et autres. En 1999, son musical « *Who Killed Hector Lavoe ?* » étend son horizon musical à Broadway. Parmi ses nombreuses lettres de noblesse, on doit reconnaître au maestro de Fania All-Stars une très grande dévotion pour la communauté latine dans le monde. Pour ce faire, en 1994, il créera une bourse scolaire octroyée à un étudiant latin pour sa première année à l'université. Une autre dimension de son grand humanisme et solidarité pour les causes nobles, dont sa prestation au Concert for Life, en 1988, à New York, pour la collecte des fonds pour mener la lutte contre le Sida.

Son histoire des trophées musicales est des plus nobles et des plus faramineux. Candidat pour neuf Grammy Awards, détenteur de dix disques d'or, et d'innombrables trophées auréolent sa superbe carrière musicale d'auteur, d'arrangeur, de percussioniste, de flûtiste, de producteur, et de chef d'orchestre. En 1998, il a été reconnu dans le panthéon des meilleurs de la Musique latine internationale. Un présage des mérites acquis pour ses accomplissements que lui décernera l'Académie latine de l'industrie du disque, en 2005. Surnommé le « *Godfather of salsa* », Pacheco a composé plus de 150 titres, dont plusieurs sont devenus musiques anthologiques et classiques latines — comme «*La Dicha Mía* », « *Quítate Tu Pa'Ponerme Yo* » « Acuyuye » et « El Rey De La Puntualidad ». La légende de la salsa a perdu sa bataille contre la pneumonie, au Holy Name Medical Center, à Teaneck, dans l'état de New Jersey, ce lundi de février 16, 2021, d'après sa femme, Maria Elena Pacheco. Adieu Johnny Pacheco !

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Li di l ap fè demokrasi, epi l ap detui tou sa k gen pou wè ak demokrsi; men Ōganizasyon entènasyonal ap tikere l, pèp ayisyen an di se swa jamè

Se depi kèk tan prezidan defakto Ayiti a, sa yo bay pou Jovnèl Moyiz la (Jovenel Moïse) ap demonte sistèm demokratik la nan peyi a, men se kòmsi msye gen asosye etranje avè l k ap ede l fè travay la. Men pèp ayisyen an di se sou kadav li pou yo pase pou yo vin remete diktati sou pye ann Ayiti, apre yo te fin dechouke sa nan dat ki te 7 fevriye 1986.

Demonstrasyon sitwayen yo bay dimanch pase a, nan dat 14 fevriye a, ta dwe fè yo tranble. Asireman, bann etranje yo k ap pran pòz avèg yo, kòmsi yo pa wè sa k ap pase ann Ayiti a, ap oblije konprann ke si yo mare sosis yo ak bann atoufè sa yo, sa yo pran se yo k chache l. Kòm tout mounn wè, se pa milye pèp la te pran lari dimanch la, kit nan Pòtoprens, kit nan lòt vil nan pwovens yo, pou yo te di non, yo pa nan okenn Jovenèl Moyiz ak pèsonn. Dayè, depi 7 fevriye ki sot pase a, yo pa rekonnèt li kòm prezidan, menm lè l ap fè e defè nan peyi a jan l vle. Kanmenm l ap jwenn ak zo grann li, menm lè l konprann li «*kwoke nan gòj* » mounn yo.

Kòm mwen di nou se depi lontan Jovnèl Moyiz ap travay pou l kraze demokrasi nan peyi a, san gwo zotobre entènasyonal yo, ki di se demokrasi y ap etabli toupatou, pa janm di youn mo. Osnon youn lè konsa yo di « *bagay yo pa ka kontinye konsa* ». Epi sa kontinye menm jan an toujou. Nou byen konnen demokrasi pa fèt san eleksyon. Enben, depi Jovnèl Moyiz monte opouvwa, pa janm gen youn eleksyon ki fèt. Okontrè, li te kontan fopaplis lè l te di li « *konstate* » Palaman an pa egziste ankò. Mo franse li te itilize a se « *J'ai constaté la caducité du Parlement* ».

Men pou l te realize gwo kou sa a, li te pwofite lè manda tout depite yo t ap bout nan dezyèm lendi mwa janvye ane pase a. pou l te vòlò 2 lane sou manda 10

Prezidan defakto Jovnèl Moyiz, dans la prèt pou fini.

senatè. Se konsa 20 senatè te vin atè tou. Kidonk Sena a te vin redui a sèlman 10, kivedi li pa ka pase okenn lwa. Li vin tounen youn Sena pòtre, epi laplipa senatè ki rete yo se youn bann Tèt Kale PHTK k ap touche chak mwa san renmèt anyen. San Palman, Jovnèl bay tèt li non ***Apredye,*** epi l ap gouvènen pa dekrè. Sa l di se sa k fèt, pèsonn pa ka kontredi l. Epi li pran fè lwanj pou tèt li, li di se « *demokrasi selon Jovnèl* » ki etabli nan peyi a.

Toujou, selon « *demokrasi selon Jovnèl* » la, lè manda majistra, Kazèk avèk Azèk te vin bout, li pa fè oken eleksyon pou ranplase yo, li annik nonmen reprezantan l toupatou. Kivedi tout peyi a fèt pou bese tèt devan tidye d latè a, Mesye ***Apredye.*** Epi pou tout peyi Ayiti a vin gen sèlman onz (11) mounn ki eli, kivedi prezidan an ak 10 senatè. Atò se sa k demokrasi a ? Epi gwo chabrak Ōganizasyon Eta ameriken (OEA), Ōganizasyon Nasyon Zini (ONU) pa di youn mo kont tout souflèt demokrasi a pran nan men Jovnèl Moyiz. Epi se sou gouvènman prezidan *Donald Trump*, nan Wachintonn, tout dezòd sa yo te fèt. Kòm Moyiz te bay Twonp sipò kont prezidan Venezwela a, *Nicolas Maduro*, ki swadizan t ap kraze demokrasi lakay li, tou sa Moyiz fè ann Ayiti, menm si se kraze l ap kraze demokrasi, pa gen mal nan sa. Epi tou, se youn twou k.k. *(shithole country)*, ki afè demokrasi n ap vin pale a ?

Men kijan nou vin rive nan Kalfou 7 fevriye 2021, dat manda Jovnèl Moyiz bout, jan Konstisyon peyi a mande pou sa fèt. Alawonnbadè, tout òganizasyon enpòtan wè kesyon an menm jan, yo tout di se dat pa l la sa, menm jan li te aplike sa pou depite ak senatè yo. M ap ban nou youn ti lis òganizasyon ki wè bagay la menm jan, 7 fevriye 2021, òltègèt, bay lakou Palè a blanch : Tout asosyasyon avoka, mounn ki konn Konstitisyon an devan dèyè; Asosyasyon majistra yo, kivedi jij nan peyi a; Konsèy siperyè pouvwa lajistis (CSPJ), ki anlè tout lòt ensitisyon lajistis yo; Legliz katolik ak Legliz pwotestan yo; Gwoup inivèsite yo; Gwoup etidyan yo; Gwoup sendika yo, anfen anfen !

Men OEA, ONU ak youn pòtpawòl Depatman Deta ameriken, ansyen gwoup la ki toujou la, di yo konn plis pase tout gwo otorite Ayiti. Ala yo awogan ! O, wi, fòk Jovnèl Moyiz rete jouk 7 fevriye 2022, paske li gen pou l fè eleksyon apre li fin chanje Konstitisyon an jan l deside pou l fè l la, antan ke ***Apredye.*** Li pa p okipe pèsonn, tou drèt pou youn nouvo demokrasi ke tout mounn serye rele **demonkrasi.** Men di m, mezanmi, youn prezidan ki pa janm fè eleksyon nan lavi l, vwala ke y ap bat pou fè n kwè msye pral fè bonjan eleksyon, san pa gen kat elektoral pou tout mounn epi gang blayi toupatou. M te kwè prezidan Moyiz te di se ensekirite ki fè li pa t ka fè eleksyon. Kounnye a ke ensekirite a vrèman blayi nan peyi a, kote tout mounn jwenn nan biznis kidnapin nan, se pi bon moman pou l fè pi bon eleksyon ki janm genyen ?. Enbesil ki bay, sòt ki pa pran !

Mwen p ap ba yo bouch nan sikonstans sa a, men sa yo pran nan lafason y ap pase pèp la nan betiz la se pral pwòp fòt yo. Yo pa ka di m yo pa t wè kibò Jovnèl Moyiz te vle mennen peyi a. Wi, se bak annaryè l ap fè pou l vin lage nou anba youn diktati pi fewòs pase pa Franswa Divalye a (François Duvalier), ki te arive chanje Konstitisyon pou l te deklare pwòp tèt li prezidan avi, epi anvan l al nan peyi san chapo, li pase pouvwa a bay ti bonnonm li an ki te gen sèlman 19 an. Fwa sa a, kou sa a p ap pase. Demonstrasyon ki bay nan peyi a dimanch pase a se twòkèt la, chay la dèyè.

Fòk gouvènman Biden-Harris la pran men l

Se vre, panko gen youn mwa depi prezidan *Josep Biden* ak visprezidan *Kamala Harris* pran manyèt la, nan dat 20 janvye ki sot pase a. Se vre ke gouvèman an vin pantan sou youn bann pwoblèm, sitou avèk pandemi COVID-19 la k ap fè ravaj e ke

Apre tout sak pase yo, prezidan Biden, jwèt pou ou.

prezidan ki te la anvan yo a pa t bay maladi a enpòtans li merite. Se vre ke ekonomi peyi a tèt anba akòz *pandemi coronavirus* la, fòk gouvènman debouye l tankou Mèt Jan-Jak pou l pran swen sitwayen ameriken ki nan gragou. Wi, y ap travay pou met mil kat san dola ($1,400.00) nan pòch sitwayen ki nan bezwen.

Kanmenm, prezidan *Biden* pa ka bliye jan li te pase pran *Donald Trump* pou lafason li te trete kesyon Ayiti a. Nou di jounalis *Miami Herald* la, *Jacqueline Charles*, mèsi pou jan l prezante youn istwa dimanch lan (14 fevriye), kote l lonje dwèt sou prezidan *Biden*. «*Administrasyon Trump lan ap bandonnen pèp ayisyen an pandan ke kriz politik la ap paralize nasyon an* ». Se sa *Biden* te ekri lè l t ap fè kanpay e l te menm vizite « *Little Haiti* », nan Miami. Epi li te kontinye pou l di : «*Antan ke prezidan mwen ta demele m jan m konnen pou m pwopoze youn dyalòg pou anpeche gen plis vyolans ak enstabilite* ».

Epi *Ms. Charles* esplike kijan Ayiti tèt anba, ke peyi a ap vini «*younn nan premye egzanp* », kijan administrasyon an trete youn pwoblèm. Selon jounalis la, Jovnèl Moyiz sou wout pou l vin youn diktatè nan Lamerik Latin ak nan rejyon Karayib la. Li bay anpil enfòmasyon pou montre ke pezidan defakto ann Ayiti a pa gen respè pou okenn lwa, ni pou pèsonn, menm jij Tribinal Kou siprèm, osnon *Cassation*, ke yo arete nan mitan nan nuit, maltrete l epi flanke l nan prizon avèk youn bann lòt mounn. Twa (3) jij Kou siprèm revoke, epi l nonmen 3 lòt, top top. Se ***Apredye*** k ap boule jan lide l di l. Arestasyon fè kenken. N ap desann tou drèt nan youn diktati. Li lè pou *Biden* di youn bagay, paske li pa ka bliye sa l te pwomèt Ayisyen lè l te bezwen vòt yo. Li pa ka rete ap gade pou youn diktati ap monte la a, tou pre Etazini an.

Apa de atik *Jacqueline Charles* la, òganizasyon k ap travay sou dwa mounn nan twa (3) gwo inivèsite Ozetazini— *Harvard, New York* ak *Yale*—foure bouch nan kesyon Ayiti a. Nan dat 13 fevriye, yo prezante youn deklarasyon kote yo di sa k ap pase Ayiti pa ka pase tankou jan yo di an franse, « *une lettre à la poste* ». N ap pale de « *Global Justice Clinic* », nan *New York University*, « *International Human Rights Clinic* », nan Lekòl de Dwa nan *Harvard*, epi *Lowenstein International Human Rights Clinic*, nan *Yale University.* Pozisyon yo table sou vyolasyon Konstisyon an ak vyolasyon dwa mounn, Yo bay anpil detay pou montre kijan Jovnèl Moyiz ap trennen peyi a nan youn tchoubounm epi kijan peyi a ap soufri. Sa pa ka kontinye konsa.

Pa gen fason pou prezidan *Biden* ak nouvo ekip nan Depatman Deta a fèmen je yo sou sa k ap pase ann Ayiti kounnye a. Sitiyasyon an travèse fwontyè Ayiti, gaye toupatou nan lemonn. Pèsonn pa ka rale kò yo sou kote, pou di yo pa p mele. Se tout mounn ki konsènen. Nou pa ka kite youn ti gwoup atoufè, bandi legal ak gang vin pran peyi a nan men pèp la. ***N ap rele Anmwey, Sekou pou pèp ayisyen an !***

TiRenm
Grenn Pwonmennen
17 fevriye 2021

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

caused the death of thousands and the flight of many more thousands who sought refuge in neighboring countries, including the United States, Canada and the Dominican Republic, next door.

Unquestionably, Haitians of all strata spoke eloquently with their feet and their voices, as well as with placards, unequivocally stating that they will not docilely watch the dismantling of what feeble democratic structure has been built in the last three decades. They will not acquiesce to the whims of an illegitimate President Jovenel Moïse, who has been methodical in his mission to eliminate the democratic institutions, as he becomes the new dictator in the Caribbean and Latin America, even naming himself ***"Apredye" (Aftergod!).***

"He must go," they chanted, walking peacefully, nevertheless some came under attack by the police using tear gas and rubber bullets. At least one death was reported. The people confronted danger to spare Haiti from becoming again a Police State. What a legacy of the international community which, for nearly two decades, has been "establishing" and "fortifying" democracy in Haiti with a series of United Nations missions, including the current BINUH, of its French acronym for Integrated Bureau of the United Nations in Haiti.

It is as if the Haitian people were sending a clear message to Ned Price, spokesman of the U.S, State Department, when approximately 100,000 claimed the streets of Port-au-Prince on Sunday. For on Friday, February 12, Mr. Price indicated that Haitians were *"tired of endless lockdowns, squabbling over power."* That was in response to a question of NPR's reporter Michel Keleman.

The questions posed to him allude to the current context in Haiti: *"Given what you've seen in Haiti this week, do you still think President Moïse should serve another year in office? And are you encouraging any sort of dialogue between him and the opposition? Can the U.S. kind of play a facilitating role there?"*

Among what was seen in Haiti during that week, there was the "discovery" of a so-called coup d'état with the rebels possessing one machette and three hunting guns, ammunition and cash, no amount disclosed. Indeed, a frightening arsenal for an armada to affront the highly secured National Palace!

With such a concocted coup, Mr. Moïse had the pretext he needed to carry out arrests at 2:00 am, of those he considered threatening, more than 20, including a judge of Haiti's *Cour de Cassation*, Haiti's Supreme Court, Yvickel Dabrésil. Forget that the Constitution forbids such arrests except within working hours. Also, he illegally dismissed three Supreme Court Justices and named three of his own to replace them. He ordered the Supreme Court building locked. No justice is needed in Haiti where Jovenel Moïse embodies all justice. Get this, the venerable Lycée Alexandre Pétion, the oldest High School/Junior College in Port-au-Prince, has been converted into a prison because the regime has run out of space in city jails.

Here's the full apologetic response of Ned Price, officially speaking for the State Department: *"Well, what I think we can say is that the United States together with the OAS and other partners, we consistently urge the Government of Haiti to organize free and fair legislative elections so that Parliament may resume its rightful role. The Haitian people deserve the opportunity to elect their leaders and restore Haiti's democratic institutions."*

He continues: ***"—it indicates to us that the Haitian people are tired of endless lockdowns, The remarkable lack of popular response to calls for mass protest in recent weeks squabbling over power. (Bold ours),*** *We continue to maintain that the Haitian Government should exercise restraint in issuing decrees, only using that power to schedule legislative elections and for matters of immediate threats to life, health, security until that Parliament is restored and can resume its constitutional responsibilities. All parties should focus on restoring to the Haitian people the right to choose their lawmakers by organizing legislative elections as soon as possible.*

Huge croews of people demonstrating in Port-au-Prince, Sunday February 14, 2021.

"Now when it comes to President Moïse and his mandate, the Haitian constitution does not clearly address the situation, but President Moïse was elected in November 2016 following the annulment of the initial presidential polls in October of the previous year. He was sworn into office on February 7th of 2017 for a five-year term, which is therefore scheduled to end on February 7th, 2022, next year."

It is disingenuous on the part of Ned Price to really believe that Moïse will, or can, organize "free and fair legislative elections." Should we understand that he has not been following Jovenel Moïse since he was sworn-in on February 7, 2017!

As president, overseeing the normal functioning of the nation an of the institutions, Moïse has not organized one election, not for deputies or Congresspeople, not for Senators, not for mayors, not for rural representatives, the ASECS and CASECS. He gloated, on the second Monday of January 2020, when the mandates of all 119 deputies elapsed. The mandates of 10 Senators also elapsed. But to assume full power, he unilaterally dismissed 10 other Senators, robbing them of two years of their mandates, leaving a Senate of 10 members out of 30. Then, he assumed the moniker of ***"Apredye"*** and began ruling by decree. Where was Ned Price then? Nothing was heard of the international defenders of the democratic order. Yet all their ambassadors were in Port-au-Prince providing comfort to the budding dictator.

When the mandates of the mayors throughout Haiti, had elapsed, Moïse replaced them with his own "executive agents." Moreover, in his proposed Constitutional reform to be presented in an illegal referendum in April, he asserts that *"all Haiti's mayors will be replaced by Municipal agents designated by the central government."* Also, the Senate will be eliminated, resulting in a unicameral Legislature, as in the days of Papa Doc.

Now to the elections that Ned Price says the international community has been calling for and which should be held in September! With changes introduced unilaterally by Jovenel Moïse, there won't be enough cards for the electorate, estimated at six (6) million. Why is that? Jovenel Moïse annulled the identity cards of all Haitians. Imagine that all citizens in the U.S. would have their Social Security cards annulled and ordered to have new ones! Well, that is what Mr. Moïse did when he had his wife work out a deal under the table with the German firm *Dermalog,* to produce the new identity cards for Haitians which became mandatory last December 31. Without that card, citizens can't exercise their voting right. Based on credible information, only some 2 million of the new cards were distributed, mainly to members of the PHTK, *Bald Headed*, ruling regime. A better system of voter repression there's not.

Yet, the OAS, the UN and Ned Price look forward to "free and fair" elections later this year, first for "legislators," before the "presidential elections" for the successor of Jovenel Moïse, who will depart from the scene on February 7, 2022. However, no one is certain that there will be elections, for they keep saying things like "as soon as possible" or when "technically possible." Since Moïse assumed power, it has not been "technically possible" to hold any election and the Americans and the OAS have been saying "as soon as possible" forever. Anyway, when he failed to hold legislative elections in 2019, Moïse blamed "insecurity." Now that insecurity is widespread, with government-sponsored gangs throughout the land, is it more appropriate to organize those mythic elections?

Case in point. On Monday, February 15, *Vant Bef Info* (VBI), the reputable news blog, reported that the Police station at Grand Ravine, south of center city Port-au-Prince, was attacked by "armed bandits" who disarmed the policemen. They escaped unhurt. No doubt, other Police stations are also targeted because the gangs are preeminent in the country, all with the blessing of President Moïse.

The most glaring example of collaboration between gangs and government is Jimmy Chérizier, nicknamed Barbecue, founder of the self-styled "Federated Gangs," of which the "G-9 Family and Allies" is the flagship unit. Barbecue moves about town freely, even organizes pro-government demonstrations under police protection. Meanwhile, there is an outstanding warrant for his arrest since the summer of 2019 for his involvement in the La Saline massacre on November 13, 2018, when more than 70 were killed, including women, children, and the elderly. By the way, last December 10, President Trump's Treasury Department sanctioned him, along with two high-ranking officials of Jovenel Moïse's administration, under the Magnitsky Act, intended to punish foreign officials involved in shady, even criminal activities.

Interestingly, on Saturday, February 13, Fednel Monchéry, one of the officials in the Moïse administration targeted along with Barbecue by the U.S. Trreasury, was arrested by the police in Port-au-Prince in a vehicle sporting an unregistered official plate. The search of the vehicle revealed three other such plates. He was led to the main Police precinct in Port-au-Prince. But later that day, it is reported that under pressure from gang members of *"Krache Dife"* (Spitfire), Monchéry was released. His car was left at the precinct, but he was driven under escort, changing to another vehicle other than the one in which he had left. No doubt, for maximum security for an official killer in the service of President Moïse.

Such is life in Haiti under the self-styled "Jovenel democracy." Until further notice, he is counting on the support and protection of the international community which, oddly, is welcoming a new dictatorship in the Americas!

***The four associations of mag-**

Continued to page 13

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 8

CRISE CONSTITUTIONS ET VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN HAÏTI

Le mandat constitutionnel de Jovenel Moïse finit le 7 février 2021

Déclaration commune des cliniques des droits de l'homme aux États-Unis

Précisions sur la crise constitutionnelle et des droits de l'homme en Haïti

Suite de la page 1

voir qui mine l'État de droit dans le pays. Nous appelons le gouvernement des États-Unis à dénoncer les actes récents du Président Moïse qui aggravent la crise constitutionnelle. Au cours de la semaine dernière, Moïse a pris plusieurs mesures particulièrement alarmantes qui violent l'état de droit : • Le mandat présidentiel du Président Moïse est considéré largement comme ayant pris fin le 7 février 2021, basé sur l'interprétation de la Constitution d'Haïti1 approuvée 1 Les présidents sont élus pour un mandat de cinq ans. Moïse a été élu en 2016, au cours d'un second scrutin suivant celui de 2015. M. Moïse soutient que, comme il n'a pris ses fonctions qu'en 2017, son mandat de cinq ans se termine en février 2022, mais cela est contraire à la Constitution haïtienne et à la loi électorale de 2015. La Constitution précise que le mandat présidentiel commence le 7 février après la tenue des élections. HAITI CONST. ART. 134-1, https://www.constituteproject.org/constitution/Haiti_2012.pdf?lang=en (traduction anglaise) ».

Attaque contre le projet d'élections et de référendum de Jovenel Moïse

L'argumentaire des cliniques des droits de l'homme, aux États-Unis, continue.

« *En outre, alors qu'Haïti est enlisé dans une crise politique et que la stabilité est particulièrement fragile, les États-Unis ont poursuivi sans relâche les vols de déportation et d'expulsion vers Haïti. Depuis le début du mois de février, ICE a expulsé plus de 600 personnes vers Haïti, dont beaucoup n'ont même pas eu la possibilité de demander l'asile. Ces vols ont inclus de nombreux enfants, nourrissons et femmes enceintes. Nous exhortons le gouvernement des États-Unis à soutenir l'État de droit en Haïti et appeler le gouvernement haïtien à respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme.*

« *Plus précisément, nous encourageons les États-Unis à prendre les mesures suivantes : • Demandez la libération immédiate des personnes qui sont toujours détenues arbitrairement en relation avec les arrestations du 7 février. • Affirmer clairement le droit du peuple haïtien à l'autodétermination. Les États-Unis ne devraient ni insister sur la tenue d'élections ni les soutenir sans avoir la preuve de mesures concrètes visant à garantir qu'elles soient libres, équitables, inclusives et non minées par des attaques contre l'opposition politique, les médias et la société civile haïtienne. • S'abstenir de soutenir politiquement ou financièrement le référendum inconstitutionnel. • Réaffirmer le soutien des États-Unis au droit de manifester pacifiquement, appeler Moïse et les forces de sécurité haïtiennes à respecter ce droit et condamner les violences récentes contre les manifestants et les journalistes. • Demander que des enquêtes soient menées et des poursuites engagées sur les violations • flagrantes des droits de l'homme qui auraient été commises par le gouvernement ou avec son soutien. • Mettre fin à tous les vols vers Haïti de déportation et d'expulsion en vertu du Titre 42, compte tenu de la crise constitutionnelle, des troubles nationaux et de l'agitation politique qui s'intensifient quotidiennement* ».

Au bas du document est publiée une liste des responsables à contacter, afin de faire des mises au points relatives à tous ces sujets, histoire d'inviter les intéressés à fournir des informations supplémentaires. Ce qui permettra d'étoffer encore davantage le dossier. Dans un tel cas, il faut croire que les auteurs de ce texte ont l'intention de le revisiter.

Pour plus d'informations, tout un chacun peut s'adresser aux personnes suivantes : Gabrielle Apollon, directrice adjointe du projet Haïti Global Justice Clinic, New York University School of Law 929-244-9081 mar755@nyu.edu; Margaret Satterthwaite, professeur de droit clinique et directrice, Global Justice Clinic, Faculté de droit de New York University 347-277-5035satterth-@exchange.law.nyu.edu; Beatrice Lindstrom, instructeur clinique International Human Rights Clinic, Faculté de droit de Harvard 404-217-1302 blindstrom@law.harvard.edu; James Silk, Binger professeur clinique des droits de l'homme; Allard K. Lowenstein, International Human Rights Clinic, Faculté de droit de Yale 203-687-8809 James.silk@ylsclinics.org.

Les auteurs du document ont pris la précaution d'énoncer la mise en garde suivante : « *La déclaration des cliniques ne représente pas les vues institutionnelles de leurs propres facultés de droit, le cas échéant*».

Les centres du savoir en tant qu'inspirateurs de la politique américaine

Contrairement à l'Haïti de Jovenel Moïse où les milieux universitaires et les centres du savoir, en général, sont traités en ennemis. et dont les membres et représentants sont assassinés, bastonnés, humiliés, en sus d'être l'objet de traitements inqualifiables, aux États-Unis et dans les autres pays civilisés et démocratiques, ces secteurs servent de guide au pouvoir qui font appel à leurs connaissances et leurs expériences dans la construction de leurs politiques. Dans cet ordre d'idées, on ne devrait pas s'étonner que le document présenté par ces trois institutions ait été commandité. Ce qui laisserait prévoir une certaine réaction de la part des autorités politiques des États-Unis. Il suffit d'attendre le déroulement des événements, dans les prochains jours.

CRISE POLITIQUE ET PRÉSIDENCE DE FACTO EN HAÏTI

Le vent commence à tourner

Des mauvaises nouvelles successives pour Jovenel Moïse

Suite de la page 1

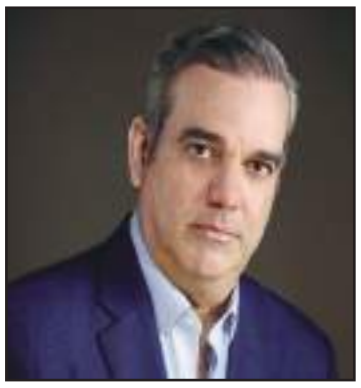
gie de la bonne chance et qu'il a la capacité de tirer profit de toute mauvaise situation. Mais au cours des dernières 24 heures, le vent a tourné.

Cela a commencé avec l'affaire de l'ex-maire de Port-au-Prince, Ralph Youry Chévry dont l'arrestation par les autorités dominicaines a fait la une sur les réseaux sociaux. Objet d'un mandat d'amener décerné contre lui, par le commissaire du gouvernement, à la demande de Jovenel Moïse, M. Chévry avait pu fuir le territoire haïtien pour se rendre à la partie de l'est de l'île, avec l'intention de demander asile politique de l'autre côté de la frontière.

Mais aussitôt annoncée la nouvelle de la mise aux arrêts de l'ex-maire de la capitale haïtienne par les militaires dominicains, les thuriféraires du régime Moïse-Jouthe ont lancé une offensive d'information s'ingéniant à faire accroire que Youri Chévry avait été effectivement arrête de l'autre côté de la frontière, les autorités haïtiennes avaient immédiatement pris les dispositions pour négocier son expulsion par les autorités dominicaines.

Au fait, une information, qui s'est, par la suite, révélée fausse, faisait croire que l'ancien maire, qui se trouvait dans la ville dominicaine de Dajabon, était sur le point d'être transféré à la frontière, aux fins de son transfert aux responsables d'Haïti, précisant que des policiers de la Direction centrale de la Police judiciaire 9DCPJ) s'étaient portés au poste frontalier, aux fins de recevoir le «*prisonnier* ».

L'ex-maire de Port-au-Prince Ralph Youry Chébry.



Luis Abinader, première rebuffade infligée à Jovenel Moïse.

Mais tout cela n'était que de la propagande malsaine, car, devait-on apprendre, par la suite, un hélicoptère à bord duquel étaient embarqué Youri Chévry et trois autres personnes non identifiées qui voyageaient avec lui, allaient les conduire à Santo Domingo et non vers la frontière.

Premier camouflet infligé à Jovenel Moïse

Jovenel Moïse et son entourage, qui se préparaient à « *accueillir* » Youry Chévry de la République dominicaine, se frottaient déjà les mains de réjouissance pensant qu'ils allaient avoir l'occasion de torturer l'ex-leader municipal comme ils venaient de la faire pour le juge Dabrésil.

Le président de facto devait apprendre que son homologue dominicain n'allait pas donner satisfaction â sa requête. Youri Chévry aurait déjâ obtenu asile, en République dominicain. Il aurait été, apprend-on, de source autorisée, bien traité par les autorités dominicaines, après que des requêtes officielles de diverses autorités étrangères aient recommandé de ne pas le remettre aux officiels haïtiens dont la réputation de tortureurs a été formellement établie. On prétend même qu'une communication venue d'un officiel des droits humains de l'ONU basé en Suisse avait eu le temps de mettre les Dominicains en garde contre toute idée d'expulser M. Chébry vers Haïti.

Un chef d'État irresponsable

Pour avoir organisé le carnaval sur son territoire, en dépit des ravages que fait la pandémie, à travers le monde, les autorités de Bahamas ont dénoncé leurs collègues d'Haïti comme étant les «*irresponsables* » de la Caraïbe. Aussi, les autorités de Nassau ont-ils décidé d'interdire tous les moyens de transport en provenance d'Haïti.

Par conséquent, les vols en provenance de la capitale haïtienne ou de quel qu'autre ville de ce territoire ne sont pas autorités à atterrir sur le territoire bahamien. Il en est de même pour les passagers qui arrivent par voie maritime.

Cette décision est, selon les autorités bahamiennes, d'application immédiate, soit dès lundi 22 février. Prise en raison des festivités carnavalesques en cours dans le pays, les décideurs de Nassau ont laissé entendre que cette mesure restera en vigueur jusqu'à la fin des jours gras.

Le Département d'État frappe

Il semble que les nouvelles cessent d'être réjouissantes pour Jovenel Moïse, qui les reçoit en chaîne, au cours des dernières vingt-quatre. Revirement du Département d'État, par souci d'apaiser les Haïtiens courroucés contre les Américains ou désireux d'infliger une rebuffade à Ned Price, le porte-parole du Département d'État, qui avait déclaré, lors d'un point de presse, que la politiques des États-Unis s'était alignée sur celle de l'ONU et de l'OEA cautionnant la tenue d'élections et l'organisation d'un référendum.

En effet, Julie Chung, secrétaire d'État adjointe, se dit choquée par les actes anti-démocratiques perpétrés récemment en Haïti. Parmi ceux-ci, qu'elle qualifie d'autoritaire, elle fait état de mise à la retraite et nominations unilatérales de juges de la Cour de cassation, en dehors des normes constitutionnelles. Selon elle, de telles principes ne sont pas « *négociables* ».

Mme Chung a précisé que les États-Unis ne resteront pas silencieux toutes les fois que les institutions démocratiques ou celles de la société civile sont attaquées. Elle devait ajouter que Washington condamne toute tentative visant à fragiliser la démocratie, soit par la violence, la suppression des libertés civiques ou individuelles ou encore l'intimidation.

Dans les milieux diplomatiques, â Washington, on fait croire que de nouvelles prises de positions de la part des autorités fédérales seront annoncées, en ce qui concerne Haïti, précisant que la situation changera du tout au tout, par rapport à ce qu'elle était, il y a deux semaines.

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 9

MASQUES HAITIENS
EN GROS ET EN DETAIL
TO ORDER, CALL (516) 859-4106
DISPOSABLE AND WASHABLE
MASKS
FOR SALE
WE WELCOME
WOLESALE AND RETAIL
WE SPEAK ENGLISH
SPANISH, FRENCH
AND CREOLE
CELL:
(516) 859-4106
CALL US:
(718) 400-8463
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VISITEZ-NOUS A: PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423
(Bet 190 and 191 Streets)

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 10

ÉDITORIAL

Vingt-quatre heures de plus avec Jovenel Moïse au Palais national, c'est déjà trop !

Au 7 février 2021, Jovenel Moïse aura été au timon des affaires pendant 1 460 jours. Le peuple haïtien est en droit d'exprimer son ras le bol. Par tous les moyens. Face à tant de crimes financiers, d'assassinats et de massacres perpétrés dans les quartiers populaires ayant coûté la vie à des dizaines de personnes, nul ne doit demander aux citoyens haïtiens de tolérer ce criminel au pouvoir, tout au moins, au-delà de son mandat constitutionnel. C'est cette urgence que la nouvelle administration Biden-Haris, arrivée au pouvoir à Washington, le 20 janvier 2021, n'a pas su saisir. Bien que durant la campagne électorale, la promesse ait été faite au peuple haïtien, par l'entremise des activistes politiques de la diaspora haïtienne des États-Unis, que la politique d'appui à Jovenel Moïse de Donald Trump serait renversée.

L'homme qui avait prêté serment comme président d'Haïti, le 7 février 2017, pour transférer les pouvoirs à son successeur élu le 7 février 2021, exerce encore tous les privilèges de l'Exécutif sans en avoir aucun droit. Et à force de violer les lois et la Constitution du pays, le peuple l'avait, depuis déjà plus de deux ans, considéré comme démissionnaire. En tout cas, il est privé de légitimité pour continuer à jouir des droits conférés au chef de l'État par la Charte fondamentale. Si la nation, décidée comme un seul homme, s'est mobilisée, descendant dans la rue par dizaines de milliers, voire des centaines de milliers, par moments, pour exiger « *la démission immédiate et sans condition* » de cet homme du pouvoir, depuis lors, rien n'autorise à croire qu'elle voudrait continuer à l'endurer après le 7 février.

Imaginer tous les actes criminels posés et les décisions illégales prises par Jovenel Moïse, au cours de son administration, qui ont révolté les citoyens. On peut alors comprendre leur exaspération face à ceux dont il se rend coupable depuis le 7 février, date de la fin de son mandat constitutionnel. Détenant illégalement les ressources du pays, il les mobilise de manière fantaisiste et aveuglément contre les militants cherchant à mettre un terme à ses pouvoirs illégitimes.

En effet, dans l'immense effort — encore illégal— qu'il déploie pour s'accrocher au pouvoir, en marge de la Constitution, il s'enfonce encore plus profondément dans l'arbitraire, allant encore plus loinn, à l'encontre des normes établies. Même François Duvalier, communément appelé Papa Doc, auquel les observateurs décernent la palme dans l'arbitraire, les crimes et les violations des droits de l'homme, s'était imposé une certaine retenue dans ses dérives. Mais dans les vingt-quatre heures après la fin de son mandat, le 7 février, Jovenel Moïse a multiplié les actes et décisions illégaux, frappant notamment le système judiciaire. Aussi a-t-il, non seulement fait arrêter puis emprisonner un juge de la Cour de cassation, Yvickel Dabrésil, mais aussi il a mis à la retraite ce dernier ainsi que deux autres juges de la plus haute instance judiciaire du pays, Joseph Mécène Jean-Louis et Windelle Coq. Consécutivement au juge Dabrésil, l'inspectrice générale de la Police nationale, Marie-Antoinette Gauthier a été arrêtée avec une vingtaine d'autres personnes, sous le fallacieux prétexte d'avoir orchestré un complot d'assassinat du président de la République et contre la sécurité interne de l'État.

Dans le cadre des mesures draconiennes qu'il a prises, après la fin de son mandat, il faut signaler aussi la fermeture de la Cour de cassation, dont la porte d'entrée principale a été verrouillée par des policiers issus des brigades spécialisées. La même disposition a été prise contre l'École de la magistrature. De toute évidence, Jovenel Moïse n'a pas besoin d'une justice fonctionnelle dans l'univers PHTKiste. Le président de facto d'Haïti continue sur sa foulée anti-constitutionnelle, jouissant de l'impunité, sans la moindre hésitation.

Pourtant, le peuple haïtien, recevant ses signaux de sa diaspora, basée aux États-Unis, se croyait autorisé à croire que, contrairement à Donald Trump, qui cautionnait les dérives de Jovenel Moïse, Joe Biden donnait l'assurance d'un changement de la politique américaine à l'égard d'Haïti. Aux prises avec celui-là menant campagne pour rester au pouvoir au-delà de son mandat constitutionnel, le 7 février, les Haïtiens croyaient fermement que le successeur de Donald Trump allait envoyer un signal clair à Moïse, quant à son mandat constitutionnel prenant fin à cette date, tel que stipulé par la Constitution de 1987 amendée et la Loi électorale de 2015.

Nonobstant les contorsions diplomatico-politiques destinées à jeter la poudre aux yeux, le langage de bois des hommes du Département d'État, ou encore le geste d'un candidat à la présidence s'agenouillant en signe d'humilité, dans le quartier haïtien, à Little Miami, en Floride, la politique du prédécesseur de M. Biden, qui a, le premier, lancé la boutade humiliante aux Haïtiens et aux pays africains qualifiant leurs pays de « *Trou de merde* » (Shithole), demeure inchangée.

Il y a fort à parier que les Haïtiens d'origine haïtienne, qui ont rallié l'équipe Biden-Harris ayant donné l'assurance qu'une remise en question des agissements du Département d'État de Trump en faveur de Jovenel Moïse, allait s'affirmer, donnant l'impression que, arrivée la date du 7 février, le cauchemar Jovenel Moïse ne serait plus qu'un mauvais souvenir, sont désappointés.

En fait, la déception est énorme. Car, plus d'une semaine après la fin du mandat constitutionnel du président de facto haïtien, le peuple haïtien se trouve encore victime de la politique digne d'un pays égal à « *un trou de merde* ». Car, lors d'un autre point de presse, le 12 février, Ned Price, porte-parole du Département d'État, a réitéré la position américaine à l'égard d'Haïti, telle qu'il l'avait exprimée une semaine auparavant. Selon lui, son pays s'aligne sur la position partagée entre l'ONU et l'OEA souhaitant des élections générales pour aboutir au transfert du pouvoir à un président élu par un autre au terme de son mandat. Ce qui veut dire, de toute évidence, Moïse jusqu'au 7 février 2022.

Dès lors, l'écrasante majorité des citoyens haïtiens voulant se défaire du président de facto Jovenel Moïse comprend bien pourquoi celui-ci s'obstine, malgré la farouche opposition dont il est l'objet de la part de la nation, à se cramponner au pouvoir, agaçant même les citoyens, disant « *Mwen kwoke nan gòj nou* ». (Je suis de travers dans votre gorge.) Mais aussi ce qui explique son obstination à violer avec tant d'effronterie la Constitution et les lois du pays.

En clair, les policiers dévoyés de Moïse n'ont pas arrêté de tirer de vraies balles sur les manifestants anti-Moïse, tuant des victimes et faisant des blessés dans leur rang, après le 7 février. Les mesures scélérates qu'il a prises contre des juges, les tribunaux et des manifestants pacifiques, en sus des citoyens revendiquant leurs droits, sont mises à exécution, après la fin de son mandat constitutionnel. Tout cela, parce que Jovenel Moïse sait, par le truchement de ses lobbies œuvrant en collaboration avec le Département d'État et d'autres institutions américaines connexes, que ses actes et décisions mis en train sur le terrain ne seront pas désapprouvés par la présente administration des états-unienne.

Si Joe Biden et son équipe avaient quelque doute, quant à la détermination du peuple haïtien à se débarrasser de son bourreau, en la personne de Jovenel Moïse, qu'ils se donnent l'occasion de visionner la vidéo montrant la marée humaine qui a foulé le macadam, rien qu'à Port-au-Prince, le dimanche de la Saint Valentin, le 14 février, pour forcer le président de facto à vider les lieux. En clair, l'incompréhension de la nouvelle équipe administrative, à Washington, vaut déjà au peuple haïtien des jours de trop d'actes et de décisions criminels de Jovenel Moïse. Combien en faut-il encore avant que survienne un changement de politique à l'égard d'Haïti ? En tout cas, il est plus que temps que le tandem Biden-Harris éclaircisse sa position sur Haïti et de prouver qu'il a bien l'intention de joindre le geste à la parole.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0785 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
15 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2V

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. Entreprise doit s'adresser à:
Jean Claude Valleron
13 A Avenue Raidmaine, bt R Apt. 14
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$75.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville
State/Etat
Zip Code/Code Régional
Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaires

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 11

EDITORIAL

Twenty-four more hours with Jovenel Moïse at the National Palace is already too much!

As of February 7, 2021, Jovenel Moïse would have been at the helm of the country for 1 460 days, and the Haitian people are right in expressing their displeasure. By all means! Especially when one considers so many financial crimes, assassinations, and massacres perpetrated in the poorer neighborhoods, causing dozens of lives! There is no way asking Haitian citizens to tolerate this criminal in power beyond his constitutional mandate.

Unfortunately, the new Biden-Harris administration has failed to grasp the urgency of the moment. Some say it is too early because they only assumed power in Washington on January 20. Yet, during the electoral campaign, a few months ago, the promise was made to the Haitian people, through political activists in the Haitian diaspora here, to the effect that, under Joe Biden, there would be a reversal of Donald Trump's policy of support for Jovenel Moïse.

The man who was sworn in as president of Haiti on February 7, 2017 knew he was to transfer power to his elected successor on February 7, 2021. However, illegally, he's still enjoying all the privileges of the Executive Branch. As if people forget that due to his repeated violation of the Constitution and the laws of the land, the people had given up on him more than two years ago. Now deprived of legitimacy he continues to enjoy the rights conferred to the Head of State by the Constitution. Notwithstanding that the citizens, fully mobilized, have taken to the streets in tens of thousands, even hundreds of thousands, to demand "the immediate and unconditional resignation" of this awful man! In no way can one believe that the people would want to endure his presence past February 7.

Imagine all the criminal acts and illegal decisions taken by Jovenel Moïse during his administration! He has done plenty wrong to induce the people to revolt. Understandably, their exasperation is beyond measure since last February 7, the date when his constitutional mandate ended. Yet, illegally, he clings to power and, without reserve, he's using the country's resources against the militants who, rightly seek to put an end to his illegitimate powers.

In his immense effort to hold onto power in defiance of the Constitution, he sinks ever deeper into arbitrariness, going against established norms. Even the dictator François "Papa Doc" Duvalier had imposed a certain restraint on himself in his excesses. Yet, he was considered by all as the most arbitrary, criminal, and human rights violator.

In the twenty-four hours after his constitutional mandate ended on February 7, Jovenel Moïse multiplied his illegal acts and decisions, particularly attacking the judicial system. Not only did he have a judge of the Supreme Court, Yvickel Dabrésil, arrested and imprisoned, but he also declared him retired, as well as two other judges of the country's highest court: Joseph Mécène Jean-Louis and Windelle Coq. Along with Judge Dabrésil, he ordered the arrest of the Inspector General of the National Police, Marie-Antoinette Gauthier and some twenty other people, under the false pretext of having orchestrated a plot to assassinate the President of the Republic and against the security of the State.

As part of the draconian measures taken after his term ended, there is the lockdown of the Supreme Court. Quite a sight to observe police officers of various units of the National Police locking the main entrance door to the building. The same action was taken against the Judicial Academy. Clearly, there is no need for a functional justice system under Jovenel Moïse and the ruling PHTK party. Haiti's de facto president marches on in his unconstitutional stride, enjoying impunity without the slightest hesitation.

It is unfortunate that, based on signals from the Haitian diaspora in the U.S., the Haitian people believed that there would be a significant policy change on the departure of Donald Trump, who had endorsed Jovenel Moïse, despite all his excesses. After all, Joe Biden had given assurances of a change in American policy towards Haiti. Thus, Haitians believed firmly that the reaction of the new team in Washington would have been more forceful, and a clear signal would have been sent to Jovenel Moïse even earlier than February 7, regarding the end of his mandate, as stipulated in the 1987 Constitution and the 2015 Electoral Law.

Despite the diplomatic and political contortions designed to confuse the issues, the rhetoric of hangers-on at the State Department, even the gesture of a presidential candidate kneeling in humility in the Haitian neighborhood of Little Haiti in Miami, Florida, the policy of Mr. Biden's predecessor, seems unchanged, as if his humiliating joke about Haiti and African countries still stands, "shithole countries" that should be treated as such.

Chances are that collaborators of Haitian ancestry who joined the Biden-Harris team are disappointed because there's a letdown as to the assurance they had about a change at the Department of State towards Jovenel Moïse. By this time, long after February 7, they thought he would have become a bad memory.

It is indeed an enormous disappointment! Because, more than a week after the end of the constitutional mandate of the de facto Haitian president, the people still are being victimized by a policy worthy of a country equal to a "shithole." Consider the February 12 press briefing of State Department spokesman Ned Price, reiterating the U.S. position toward Haiti, no different from what he had expressed a week earlier. His country, he said, was in line with the position of the UN and the OAS, that Haiti should hold general elections that will result in transfer of power to another elected president at the end of President Moïse's term. Obviously, it's Jovenel Moïse until February 7, 2022.

Now the message is clear for the majority of Haitian citizens who want to get rid of de facto president. Now they understand why *The Banana Man* persists with his deriding remarks that "I am stuck in your throats," despite the fierce opposition he faces from the nation. Washington is on my side! Therefore, brazenly, he continues to violate the Constitution and the laws of the land.

To put it bluntly, the rogue police officers in the service of Moïse feel no restraint in firing real bullets at the anti-Moïse demonstrators, killing their victims and injuring others, though February 7 is long past. The sordid measures he took against judges, the courts, and peaceful demonstrators who are claiming their rights continue. Forget February 7! The de facto feels energized, because he knows his lobbyists are working with the State Department and other related U.S. institutions, to dampen any negative decision and action toward him by the current administration in Washington. He can carry on as he sees fit.

If Joe Biden and his team have any doubts about the determination of the Haitian people to get rid of their executioner, Jovenel Moïse, let them view the video showing the human tide in Port-au-Prince on Valentine Day, last Sunday, April 14. Demonstrating peacefully, they called for a stop toward a dictatorship, and the de facto president must vacate the premises.

Clearly, a lack of understanding on the part of the new administrative team in Washington has already cost the Haitian people too many days of criminal acts and decisions by Jovenel Moïse. How many more need there be before the policy change towards Haiti? It is past time for the Biden-Harris team to clarify U.S.'s position towards Haiti. Let them prove that they are putting their money where their mouth is.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étoile
Port-au-Prince, Haïti
TEL (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Feldheims, Bt R Aptt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat français

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:26 AM Page 12

An Address to the International from a concerned citizen

" … If you do not make any distinction between slaves, you condemn yourself to have only a theoretical sympathy for them...
Particularly as it often happens that the "slave" is the ally of those you call the Masters." (Jean-Paul Sartre)

==========
=========

IN THE NAME OF THE HAITIAN PEOPLE

An Open Letter from Dr. Jacques-Raphaël Georges to the Women and Men of Good Conscience of the International Community.

==========
==========

Ladies and Gentlemen of the International Community, how often have I not heard the following question or read it in the eyes of those who dared not to ask it: "*And you continue to defend these people*?"

My answer has always been an emphatic Yes! Yes, a thousand times, and in all cases. Yes, because that is the sacrosanct mission of those of us who work in Academia, this noble fringe of human activities which draws its existence from the Garden of Academos, in ancient Greece, in the fourth century, BC, with Plato. Indeed, this mission is our *raison d'être* and our badge of honor.

Yes, because what will remain of us when our civilization is gone is what survives in every culture buried under the ashes of History: the idea it has entertained of mankind and of justice.

Gone are diplomats, gone are emperors, gone are presidents, gone are generals and merchants. Alas! They are gone without leaving any descendants, and sometimes without leaving a twinkle of their passage on our galaxy. Yet, we cannot afford the luxury of forgetting that moment when Jewish morality substituted *"la loi du Talion,"* the law of Talion" of an eye for an eye, superseded by the concept of equity and fairness.

Judging crimes as well as those who commit them has been essential to the *Star of Bethel* since time immemorial, through a select constellation of women and men who oppose tyranny, especially the tyranny of impunity!

Those who withhold support from the people of Haiti are indeed trampling on Humanism that, against all odds, has painfully defied the test of times. Yet, paradoxically, they are the same who, shamelessly, boast of being members of the Human Race!

Ladies and gentlemen of the International Community, it is customary to say that there are two kinds of testimony: one that is true and another that is false. I confess that this is a simplistic manner of viewing things. Nevertheless, I must argue also that often we choose to believe certain testimonies because they alleviate our conscience and keep us in our comfort zone.

Ladies and gentlemen of the International Community it's obvious, that knowingly and deliberately, some testimonies are brushed aside because they would likely offset our entire being, *our center of gravity*, or what I would preferably call our psyche.

"To govern is to apply the law. And the law is related to justice." I have asked myself, and I am now asking you, Ladies and Gentlemen of the International Community, is it justice that the Permanent Electoral Council, emanation of the will of the sovereign people be set aside in imposing the cohort of Aristide, Préval, Privert, Martelly, and Moïse, without omitting the eternal political opposition, this moral and intellectual aberration? What relationship exists between the International Community and the assassins of the Haitian Constitutional order?

"Errare Humanum est, Perseverare Diabolicum est!"

Errare Humanum Est, Perseverare Diabolicum Est! That was a favorite phrase of my Latin instructor, the Sorbonne Graduate, Dr. Joseph Saint-Vil, at Lycée Toussaint Louverture, in Port-au-Prince. Indeed, he never failed to remind us then: "Il n'y a en Haïti que deux Docteurs Ès-Lettres: le Docteur Ghislain Gouraige et moi" there are only two Es-Lettres Doctors in Haiti, Dr. Ghislain Gouraige and I!

Ladies and Gentlemen of the International Community, these poseurs, so many imposters of freedom, were imposed only by the sheer force of the unconstitutional Provisional Electoral Council, and their action on the population has been almost null and void. The *duvalierists* remain *duvalierists*, the *lavalassiens* remain *lavalassiens*, the *mulattoes* remain *mulattoes*, the *thieves* remain *thieves*, the *assassins* remain *assassins*, the *poor* remain *poor*, the *fools* remain *fools*. There have been no profound changes-- politically. socially, intellectually, even emotionally! Despite gigantic efforts of international missions, rare cases of conversions are reported. It is doubtful that they are sincere, unless one is simple-minded.

"Bluebeard's Portrayal in Perrault's Works is far from being the same in Bartok's Masterpiece . . ."

Ladies and Gentlemen of the International Community, indeed, the politicians in Port-au-Prince have brought something to the people of Haiti, it is the worst Nessus' tunic they could hand to them during the famous "Return to constitutional order" of Aristide. It has been the plague of banditry, fanaticism, alcoholism, nepotism, impunity, and a sear materialism. For the rest, what personal possession the poor people of Haiti had of their own was greater than what the fake gods of this *permanent coup d'état* could ever give them, that is the will to remain true to themselves. What was attempted through demagogic constraints has spawn worse results than expected.

Ladies and Gentlemen of the International Community, wisdom would dictate to refrain from such efforts, when it is known that they are vain. To the credit of the most repugnant clan in the world, they have succeeded in instilling hatred everywhere. Somehow that hatred has awaken the Haitian people from their sleep and now they are intent on driving out their tormentors. Indeed, an indirect -- and unexpected bonus of the hatred.

"On February 7, We are All President (s)!"

Ladies and Gentlemen of the International Community, have you heard the recent rallying cries of the Haitian people: ***"On February 7, pèp la prezidan."*** Yes, you are not victims of any visual or auditory hallucination. I am only giving you their own words in their good old Creole. *"Speak to me in the language of civilized people,"* you would, no doubt, say to me. Well, you are served: **"On February 7, We, the people are The President."** That is the meaning of what the angry crowds have been chanting in the streets of Port-au-Prince. No longer is there any question of sterilizing these people. On the contrary, good reasoning would suggest that their rights be recognized, conferred upon them from their fecundity, attested to by their proliferation. Thank goodness, these undernourished Black masses have been spared any Tuskegee experiment! Yet, in some neighborhoods and certain countries around the world, Blacks still are treated as less than human.

Above all, do not let go of the "democratic" schoolteacher in the working-class neighborhoods! For that would be a sure way to lose both the students in their care, as well as their parents. The ideal solution would be to teach these people *elementary mimic*. We would ask them to be less than deaf-mutes. No print words conceived for them. Radio stations would be bribed to distill *fake news* in Creole and play music not really intended for their consumption. Radio Caraïbes and Radio Kiskeya, broadcasting in Creole, would be sufficient for essential "information," and as much music as they want. We are also advised not to saddle them with any type of work that requires the least mental effort.

The face of Bluebeard is not similar in Charles Perrault and in Bela Bartok. In addition, in a century there would be a new Bartok to affirm that behind the door at *Berchtesgaden*, the Hitler fortified fortress, he alone had the key to it, stretched as it was under a stormy sky and an ocean filled with tears.

"Understand who will.
At that time, so as not to chastise
The culprits, we mistreated
Girls.
We even went so far as to mow them.

Understand who will.
Me, my remorse was
The poor girl who stayed
On the pavement ...
The one who looks like the dead
Who died for being loved!" (2)

"What common link is there between the Executive and the Judiciary? In Haiti, is the Judiciary and the Executive supportive of each other, or should they, instead, counterbalance each other? Shouldn't they function as a counterpower to each other? What collusion exists, in law and fact, between a judge and the National Palace, the seat of Executive power?"

Even those with a minimum degree of common sense will admit that sometimes ignorance, in Port-au-Prince, is considered rational. As a boy growing up in Haiti in the 50s, the 60s, even the early 70s, it was a big deal to know how to play soccer. On the other hand, not knowing anything about surfing was not a mortal sin. However, I cannot grasp how a **"Government of the People and by the People"** manages to stay afloat, when its basic structures are not understood, nor have any rationale.

What powers have we granted the government and what have we reserved for ourselves? And who does or does not possess the constitutional authority to make new laws to govern us, to execute the laws and be able to judge us according to them? Whatever happens to democratic accountability and civic responsibility? What happens when we lose sight of how disparate groups set themselves up as emissaries of the people without even deigning to seek their consent? Moreover, what happens to the sacrosanct separation of powers in democratic governance, especially when, overnight, **a Judge, against the will of the People, becomes the Head of the Executive Branch**?

Consider an unimaginative judge, lacking cultural sensitivity –of whom there is no shortage in this **post-constitutional Haiti--** I think of Lord Jim, the character in Conrad's novel. The young man with a promising future, as his name indicates, must flee from his past. Does he intend to rebuke Jean Racine's heroine? "One does not run away from one's destiny!"

"The Rule of Law"

What we call "The Rule of Law " depends on the existence of laws that are reasonably concise, clear,

Suite en page 13

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:27 AM Page 13

An Address to the International from a concerned citizen

Suite de la page 12

and stable. Only then can people live their lives accordingly. The rule of law is threatened when the laws become an instrument in the hands of a restricted group intent on using them to control and exploit the citizenry.

It is reasonable to wonder where we stand on those metrics, in today's Haiti. The very idea of compiling all the defunct "constitutions" of the country, without any input from the people is an outrage. To have the audacity to even think that this monstrosity would represent the "new fundamental Charter of the Nation" is a national crime against which every citizen has the right to rise up. It is one of those conspiracies against the security of the State that, through their blindness, the International Community as well as the National cannot justify…

History teaches what happens when societies fail to impart civic duties, leading to disdain of civility and the crumbling of a civilization. In 20th century Europe there were people who sought to remake the social order to fit their worldview and their ideology. The stakes of the day were too high, they thought, to tolerate any discourse and dissent. They also believed the ends justified the means. We know how that ended.

That said, Ladies and Gentlemen of the International Community the primary merit of the "Return to constitutional order of Aristide" is to have enabled the *greatest number* to realize that a certain justice --responding to anarchy by the rule of law-- was out of date.

That said, Ladies and Gentlemen of the International Community, the primary merit of the " Return to constitutional order of Aristide "is to have enabled the greatest number to realize that... giving to elected officials the possibility of violating the law or overdoing it by ridiculing it. is a luxury that a ***Democratic State***

Dr Jacqus Rapha{el Georges..

does not have the means to afford. Why grant to Aristide or Moise what is denied to ordinary citizens?

THE RIGHT TO DISOBEDIENCE IS NOT WRITTEN IN ANY TEXT, IN ANY COUNTRY!

That said, Ladies and Gentlemen of the International Community, the primary merit of the " Return to constitutional order of Aristide "is to have enabled the greatest number to realize that… giving to elected officials the possibility of violating the law or overdoing it by ridiculing it… is a luxury that a ***Democratic State*** does not have the means to afford.

Why grant to Aristide or Moïse what is denied to ordinary citizens? ***The right to disobedience is not written in any text of law, in any country***!

It demonstrates vividly that in our next Republic, nobody, in reality, should be saved from anything, that on each of us can come down the unforgiven arm of this even handed and Respected Old Lady named, JUSTICE!

Justice must be the same for all, if only to guarantee everyone an identical right to error!

It demonstrates vividly that in our next Republic, nobody, in reality, should be saved from anything, that each of us can come down the unforgiven arm of this even handed and Respected Old Lady named, JUSTICE!

Justice must be the same for all, if only to guarantee everyone an identical right to error! But, be mindful, ladies and gentlemen of the International and National Community, when the people do not see the arrival of Justice, they themselves substitute for Justice!

It is shameful when diplomats are engaged in influence *bootlegging*. In doing so, blinded by their greed …, they trample upon the high values and the laws of their own countries…

Dr. JRG, 10 February 2021 (To be continued)

HAPPENINGS!

Continued from page 7

15, to force President Jovenel Moïse to respect the Constitution. The judges fault the president for the illegal arrest of Supreme Court Judge Yvickel Dabrésil, for ordering the retirement of three judges of the *Cour de Cassation*, as the Supreme Court is called, and for naming three others to replace them, in violation of the Constitution.

The associations of judges that signed the statement of February 13, calling for the work stoppage in all Haitian courts, are the following: National Association of Haitian Magistrates (ANAMAH), the Professional Association of Magistrates (APM), Association of Justices of the Peace (AJUPHA) and the National Network of Haitian Magistrates (RENAMAH). They state: *"We are profoundly disturbed by the actions of the executive power . . . which continues to undermine the foundation of the rule of law and the independence of Justice."* Their action, they state, is *"to forestall the total loss of democratic gains."*

***The annual carnival in Haiti started this past weekend and was to continue till this morning, Ash Wednesday.** This year, Jovenel Moïse chose his hometown of Port-de-Paix, in Haiti's northwestern region, to organize the national festival which usually is held in the capital. Tongue in cheek, people have honored Mr. Moïse by declaring him "King of Carnival Corona." Among the performers is Sweet Micky, also deridingly called "Sweet Mimi" (the Cat) for stealing, along with his acolytes, billions of dollars from the $4.2 billion PetroCaribe Fund, which was intended for development projects in Haiti.

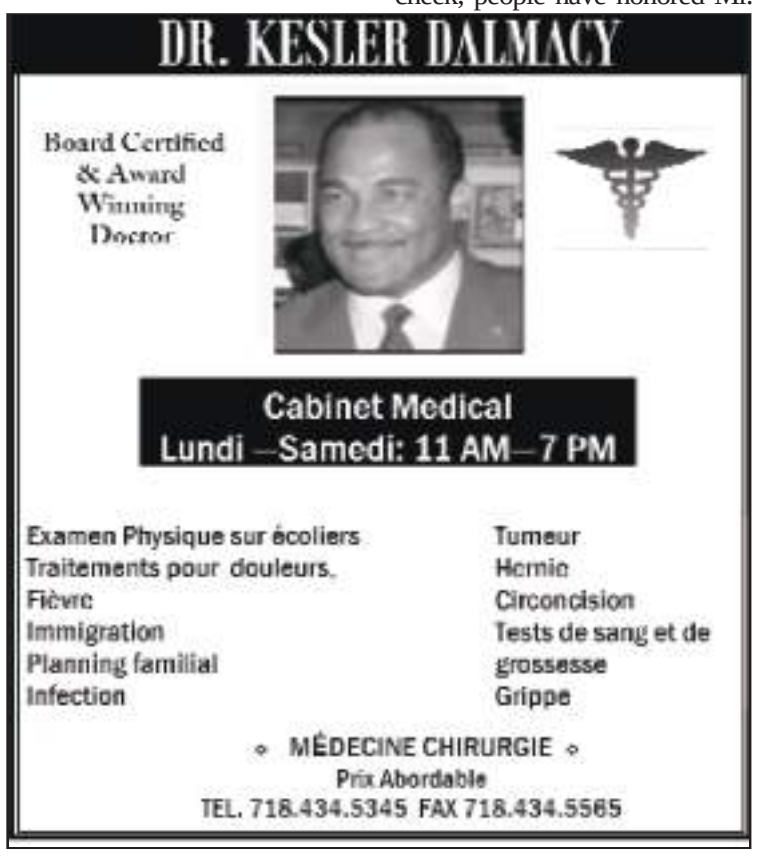
Due to the risks of coronavirus, several countries banned the fiesta this year. Among them are Brazil, Trinidad and Tobago, and the Bahamas with its Junkanoo. Interestingly, the Bahamian authorities consider the action of the Haitian authorities a dangerous risk in this era of COVID-19. Therefore, the Bahamas banned flights and boats originating in Haiti from touching their territories for 21 days, beginning last Monday, February 15.

***Three organizations linked with three major American universities denounce Jovenel Moïse's power grab in Haiti and express "grave concerns" for "deteriorating human rights" in the country.** In a joint statement issued on Friday, February 13, the Global Justice Clinic at New York University Law School, the International Human Rights Clinic at Harvard Law School. and the Lowenstein International Human Rights Clinic at Yale Law School expressed *"grave concern about the deteriorating human rights situation in Haiti."* They denounce Jovenel Moïse for engaging in a *"pattern of conduct to create a constitutional crisis."*

The organizations call on the U.S. government to *"denounce recent acts by President Moïse that have escalated the constitutional crisis,"* They also urge the government to *"halt all deportation and expulsion flights to Haiti in this fragile time and to condemn recent violence against protesters and journalists, and to call for the release of those arbitrarily detained."*

Moreover, based on their long experience working in solidarity with Haitian civil society, the clinics *"urge the U.S. government to recognize the right of the Haitian people to self-determination by neither insisting on nor supporting elections without evidence of concrete measures to ensure that they are free, fair, and inclusive."*

RAJ
17 February 2021
at *raljo31@yahoo.com*



Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:27 AM Page 14

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Après Néron, Agrippine, Caligula, Hitler, il y eut l'autre petite patrie intime 1/2

ANNUIT COEPTIS LA GARANTIE DU LENDEMAIN CERTIFIÉE

Par Dan Albertini

Entre (), la postérité d'Edner Day préfet-makout, prétend ne pas servir l'art-291, accusant 87'. « Et, le ministre de souligner aussi : « Il ne faut pas que ce soit une constitution exclusive ». Car, dit-il encore « famille *duvaliériste, je suis une victime de la Constitution de 1987* ». *Day oublie de manière sélective le fait : Duvalier lui-même institua le principe de tous les pouvoirs à sa présidence. Parti unique légué à J-C D. Enfermant la liberté à Fort-Dimanche. Day n'a-t-il pas lui-même signé l'audio raciste qui dénigrait à l'époque de son mariage, le président Aristide ? Fermons-les ().*

Une histoire d'un temps perdu

Agrippine-Caligula Néron Hitler, il y eut l'autre petite *patrie intime*. Berlin de par son néonazi, a-t-elle breveté un sursaut pour un autre holocauste, par la **DB** qui a financé Donald J Trump ? Ou, *l'abbé du deal* a-t-il carrément étudié l'œuvre de Dr. **F** Duvalier par une pièce d'archive de l'appartement huppé de Manhattan de Bébé *doc* Duvalier fuyant d'un procès à l'autre ? C'est ici l'histoire d'un temps perdu qui ne se rattrape pas. *On ne joue pas avec le rêve né de 400 ans qui furète le milieu du millénium*. Il faut se le rappeler, avait *pris quartier maître* avec photos de Rommel. *Histoire qui remonte au spasme de l'infanterie qui visait le Bronx comme élixir.* Ici, qui dort ne dîne pas, sachons que celui qui veille sur les 12H71 *ne dort ni ne sommeille* !

J'ai délibérément laissé passer le temps d'une plume, dans le sens de l'écriture, afin de vivre autre chose autrement que par la faiblesse de l'autre. On l'a su en amont, il le faut se la faire maintenant, car nous devons bâtir l'avenir, évacuer le passé.

Si je crois qu'il faut toujours accorder la chance au coureur, je ne sais m'apaiser d'un constat tandis que, *du haut de l'observatoire du dies*, j'ai notoirement cité, ce durant tout le *bal*, la chute de *l'abbé du deal*. Il y eut *de facto* le signalement de **Mein Kampf renouvelé** répété *in* , rebiffé en (11/05/2020). Copie sybarite du *player* Michel Martelly *sweet miky*. Le soulignement du faux baron (Black) qui de l'apologie de Donald marchandait son pardon. L'étude de cas à savoir si Donald était le produit de la **CIA** pour tromper *vlad* de Russie. La mise en scène de la misogynie de l'école Trump qui écarta Ivanka de la minute historique de la Trump *Inc*. au point de mettre en lumière : (8/30) qui s'avère, *tardive*, pour le couple du jour. *On parle de Laura Trump comme roue de secours du GOP [rappelez-vous, celle que j'ai mise en parallèle avec Ivanka dans la série]*. En fait, les **12H71** évoquées sont dépassées, d'autant plus que j'ai dû opérer par le cinéma parfois, pour me couvrir de l'immunité des arts. Protéger toute édition, publication. *De la racaille à vue du clan dit légal*. J'ai clôturé la série par **Sam** contre **Sam** ou **New York** v/s **DC**, évoquant **Th** Piketty dans la notion du *Capital*, et de la Capitale, afin de faire assimiler bien avant l'équation de ***nov-2020***. J'ai publié aussi [en douane], malmené par l'arriéré de plus en plus lourd de conséquences, Trump négocie-t-il la reddition judiciaire par la menace postélectorale avant l'exil ? *Mieux que de révéler, révélons* !

La piste Tommaso Parentucelli

Comprendre Trump par le passé c'est parler de **Mein Kampf renouvelé.** Il passe par le Great Empire (Saint-Empire) au *great again* aujourd'hui MAGA. Car, le *brand name* de 2016 a été maitrisé par l'autre américain en affaires. Croyait-il sa litanie efficace, l'esclavage et l'esprit qui se cache derrière, ne peut pas trouver sa victoire ici, pour cacher sa laideur aujourd'hui encore. *Saint-Empire, T Parentucelli en amont. Ce fut en fait le* qui déclara l'esclavage de l'Afrique légal faisant la moue des yeux sur les visées d'**Alphonse V** du Portugal, ce depuis le Saint Empire. *La prière des délinquants à Jésus (– 6:10 / 10:40), là où en janvier dernier le Rev. Black prononçait le nom de Dieu avant le procès arrangé de Donald J Trump déjà accusé formellement, et une deuxième fois pour cause aggravée. Même place où les Républicains de N Gringrich tentaient de condamner **B** Clinton pour une affaire non accomplie, fellation de clé de Fallope, dit zipper-gate. Résultat : Addison Mitch McConnell, plus qu'il l'accuse, l'accable mieux que d'exécuteur, de concepteur. Le plan était bien celui de Mein Kampf renouvelé. Depuis cette caméra de téléréalité.*

Trump-Riefenstahl ou le triomphe de l'erreur

N'est pas *'propagandiste'* qui le veut, *dans le sens du concept de l'écran*, non pas de celui du crieur de rue. C'est là l'erreur de Trump J Donald, *l'abbé du deal* s'est cru génial pour se conforter dans la faiblesse de l'économie-Avon, dans *the apprentice*. Il s'est cru vu en ce paradoxe du nazi qui ignora la réalité, se cacher de sa déchéance et se vouloir dominant. Comme à l'époque, la réalité américaine Biden-Harris se révéla, *porteuse d'espoir*, donc de victoire. C'est ici le triomphe de l'erreur de l'abbé du deal.

La piste du sénateur PP Dumont - *Une lettre ou plus d'une lettre pour une ambition républicaine étatique, non pas de parti, le sénateur PP Dumont (Haïti) étonna, il fit trembler la diplomatie haïtienne silencieuse rotonde, associée aux vagues d'extrême droite, dans l'affaire George Floyd. Ce pourquoi j'ai publié: . . Et, oui, Dumont sénateur d'Haïti a peut-être inspiré Micth dans son revirement de. Chris Murphy par la suite. A-t-il été sollicité par la suite pour discuter 'Haïti', il le dira, lui.*

Le message de Macron de la France, à l'Amérique - Du marquis de Lafayette à la seconde Guerre mondiale, des liens tissés serrés avec *pacte de soutien, et d'indépendance* en temps de paix (*de Gaule des intérêts vitaux*). C'était le 6 dans la nuit au 7 janvier Macron en réponse à l'appel théorique lancé de Biden. Le message du 8 jan. de Trudeau y suivra par coïncidence : Trump le grand coupable (Mayflower-République-Dominium). Dumont, sénateur, a bien visé, avant, par Mitch McConnell.

Le message de Jo Biden - «*Stop this : NOW* ! » Jamais Donald Trump ne s'était fait lancer un ordre irréversible ainsi en direct de la télévision malgré son compte actif de Twitter par un vrai politicien : « *step up* » ! La parole du président compte. Personne ne saura avant longtemps, les connexions inhérentes croisées de PP Dumont. Notons l'impressionniste qui depuis sa reconnaissance virtuelle s'est imposé comme le vrai président dans l'affaire **COVID-19**.

Que sait-il n'est pas la vraie question puisqu'il connaissait *l'abbé du deal* depuis des lunes, mais que craint ce dernier que Biden ne découvre maintenant ? ***H** à suivre 2/2.*

Letter to Senator Patrick Leahy

February 16, 2021

Senator Patrick Leahy
37 Russel Senate Office Building
Washington, D.C. 20510Honorable Senator Leahy,

Honorable Senator:

The Haitian people have manifested their unwavering gratitude with respect to heroic actions that you have taken in favor of returning to democratic rule in Haiti. I am a proponent of the right of self-determination of the people, a cardinal principle anchored in modern international law: *jus cogens*.

Accordingly, I strongly denounce, condemn, and reject any decisions by some of our foreign allies to support the illegal occupation of the National Palace by de the facto president Jovenel Moïse - a catastrophe in progress and amplified with each minute of silence observed by the United States of America on this grave issue.

It is my honest assessment, Honorable Senator, that the time to act about Haiti's fate was yesterday. I will always stand for justice for the Haitian people, as opposed to paying allegiance to one man. As a former diplomat who represented my country in several strategic posts around the world, I welcome your intervention calling on Secretary Antony John Blinken to accord a particular attention to this deepening crisis in Haiti.

Your intervention may have inspired the annexed masterpiece publication penned by a coalition of legal scholars affiliated with some of the most reliable schools of law at Harvard, Yale and New York University. These U.S. scholars relied heavily on *in situ* analyses, capturing both the spirit and the letter of the Haitian Constitution and the laws of the land. It is worth noting that the reference (134-1 and 134-2) do not constitute two distinct articles from which zealous lawyers may conveniently pick and choose[11] On the one hand, to dissolve Parliament. On the other, to justify the introduction of a dictatorship in Haiti.. In fact, the electoral law of 2015 that specifically governed Jovenel Moïse mandate, consistent with the letter of Article 134-2 of the Haitian Constitution, established a clear, unequivocal term at 239 (a): "The term of office of the president of the republic shall end on the 7th of February in the fifth year of his term of office, **regardless of the date of his entry into office.**" It might not be fair, but until it is changed it remains the law of the land.

Many reports at your disposal clearly show that Mr. Jovenel Moïse has been engaged in grave State sanctioned human rights violations and other serious crimes leading up to this current illegal occupation of the National Palace. In fact, former president Jovenel Moïse returned to civilian life since February 7, 2021. As a result, he can be arrested, prosecuted, and tried, based on applicable law and international conventions.

Finally, Haiti is a rich country. We the people stand against all policies aimed at keeping the country on the payroll of US taxpayers. Such an approach, in many instances, cover up policy failures, as illustrated in the rise and upcoming fall of Jovenel Moïse. As the First Black Republic in the Western Hemisphere, our DNA absolutely is incompatible with any form of repression or dictatorship. Haitian lives do not matter to Jovenel Moïse. Jovenel Moïse must go. And Jovenel Moïse will go, if Black lives truly matter to the Biden-Harris administration.

Best regards,

Paul Arcelin, former ambassador
Port-au-Prince, Haiti

Mobile via WhatsApp: +509 3678 7909

P.S.: Joint Statement from U.S. Human Rights Clinics on the Constitution and Human Rights Crisis in Haiti (Harvard. Yale and NYU)

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:27 AM Page 15

NYC, Mask ak distans sosyal ap travay!

KI PWOCHEN BAGAY

KI GENYEN NAN LIT COVID-19 LA?

KOUNYE A, NOU TOUT BEZWEN TESTE SOUVAN, *menmsi ou pa gen okenn sentòm,* pou kontinye redwi pwopagasyon an.

POU JWENN BIWO TÈS GRATIS, FASIL AK ANSEKIRITE TOUPRE W,
VIZITE NYC.GOV/COVIDTEST OSWA
RELE 212-COVID19

NYC

Journal 17- 24 février 2021.qxp_HO 2/17/21 4:27 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

L'administration Biden au pied du mur quant à sa position face au président de facto d'Haïti/ Ēchappé à la condamnation, grâce à la loyauté républicaine, Donald Trump fait face à un avenir incertain

Jusqu'à cette semaine, la nouvelle administration Biden-Harris, ayant prêté serment le 20 janvier dernier, tarde à se démarquer du président de facto d'Haïti, bien que de partout, les défenseurs de la démocratie—la vraie—et des droits humains se font entendre, mettant en mauvaise posture la nouvelle équipe à la Maison-Blanche. (Voir les éditoriaux en français et *en* anglais aux pages 10 et 11).

Plus récemment, ce sont trois « *cliniques* » de droits humains, évoluant dans trois universités de grande renommée, qui ont adressé un message au grand public pour signaler la «*crise constitutionnelle* » qu'a causée Jovenel Moïse par son refus de se conformer quant à la fin de son mandat. Elles ont aussi fait appel au gouvernement américain « *de reconnaître le droit du peuple haïtien à décider de son avenir, n'insistant à lui imposer des choix ou à donner un appui quelconque à des élections sans qu'il y ait des mesures concrètes qu'elles seront libres, sincères et inclusives* ».

Il s'agit de *Global Justice Clinic,* de la Faculté de droit de l'université de New York, de *l'International Human Rights Clinic* de la Faculté de droit à l'université Harvard, et la *Lowenstein International Human Rights Clinic,* à la Faculté de droit de l'université Yale qui ont, le 13 février, émis cette déclaration conjointe, pour dénoncer le brigandage ayant cours en Haïti.

Par cette position, les « *Cliniques* » jettent le discrédit sur tout ce que Jovenel Moïse se met en tête d'imposer à la nation, soit son référendum sur une nouvelle constitution et des élections législatives et présidentielles, pour déboucher sur une passation de pouvoir, le 7 février 2022. Il n'est que d'attendre les retombées de cette prise de position qui vaut tout son pesant d'or.

Aussi, apportant leur appui aux c*itoyens haïtiens que le Service d'immigration américain déporte en Haïti, en ces moments critiques, les* « *Cliniques* » insistent que soit mis fin aux déportations. De plus, l'administration américaine devait « *dénoncer les actes*

Sénateur Patrick Leahy

arbitraires » de M. Moïse et exiger la libération des gens

Congressiste Gregory Meeks

détenus illégalement. (Voir l'article en première page à ce sujet).

***Tel qu'annoncé, dans la rubrique HAPPENINGS, la semaine dernière, des législateurs américains, à la Chambre basse et au Sénat, sont montés au créneau, proposant une « *transition* » en Haïti.** Parmi ces hommes et femmes de loi, tous démocrates, le consensus est obtenu quant à Jovenel Moïse, dont les actes inconstitutionnels lui font démériter toute « *crédibilité* », en sus de son mandat achevé.

Depuis leur prise de position, annoncée le 6 février, les parlementaires américains sont comme de l'antidote au sein de l'administration, aux lobbyistes de Jovenel Moïse, grassement rémunérés. On notera ceux-là qui sont dans l'avant-scène en faveur du peuple haïtien: le sénateur Patrick Leahy, de Vermont et les congressistes suivants : Gregory Meeks et Yvette Clarke, de New York, Albio Sires de New Jersey; Alcee Hastigs et Daren Soto, de la Floride; Andy Levin du Michigan, et Ilhan Omar du Minnesota.

Ā souligner que l'ambassadeur haïtien, à Washington, Bocchit Edmond, s'est entretenu, le 13 février, avec le Congressman Meeks, président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre basse, pour lui présenter la version des faits imputés à la Jovenel Moïse. Selon Emmanuel Paul, de *News Politics USA,* qui a fait un reportage là-dessus sur *haitinews.com,* diffusé sur le blog JJJ Communications, le député Meeks aurait dit à l'ambassadeur que « *le Congrès américain n'entend pas cautionner les abus de Jovenel Moïse* », mettant l'emphase surtout sur l'arrestation, suivie d'emprisonnement du juge Yvickel Dabrésil et de 22 autres individus, sous prétexte de coup d'État contre le président Moïse et mettant en péril la sûreté intérieur de l'Ētat.

M. Meeks a vivement critiqué la mise à la retraite, par M. Moïse, des trois juges de la Cour de Cassation, action arbitraire et anticonstitutionnelle. Il ressort que le chef de la commission des Affaires étrangères de la Chambre basse a profité de la rencontre avec l'ambassadeur Edmond pour déclarer son appui au peuple haïtien. Comprendra qui voudra. On voudrait croire que l'ambassadeur a fait un rapport fidèle de l'entretien.

***C'est samedi, 13 février, que l'ex-président Donald Trump a échappé à la condamnation au Sénat.** Par un vote de 57 contre 43, dont 48 démocrates, deux (2) indépendants et sept (7) républicains en faveur de la condamnation, tandis que 43 républicains étaient contre. Or, il fallait les deux tiers du Sénat, soit 67, pour la condamnation. En tout cas, la victoire de M. Trump est plutôt mitigée. Ainsi, ne l'a-t-on vu nulle part depuis, se gargarisant d'avoir gagné le pari. C'est qu'il n'est pas sorti de l'auberge, pas encore.

Par exemple, les propos de Mitch McConnell, ancien chef de la majorité républicaine au Sénat, maintenant minoritaire, qui a voté en faveur de l'exonération de l'homme auquel il vouait obéissance totale, traduit l'embarras de M. Trump. Disant bien haut ce qu'il n'aurait dit bien bas lorsque le président faisait trembler les législateurs républicains, McConnell s'est exprimé ainsi : « *Pratiquement et moralement, il est responsable d' avoir provoqué les événements* » du 6 janvier.

Congressiste Alcee Hastings

Dr Marie-Antoinette Gauthier.

« *Aucun doute là-dessus* », ajouta-t-il.

Toutefois, il a voté pour l'exonération, parce que, dit-il, M. Trump n'est plus président, sans dire qu'il avait retardé le procès au Sénat, tandis qu'il était chef de la majorité jusqu'au 20 janvier, quand les démocrates, ayant gagné les deux sièges en ballottage, en Georgie, ont pris le contrôle de la Chambre haute, en sus de contrôler la Chambre basse.

En tout cas, selon Mitch McConnell, Trump, simple citoyen maintenant, est passible devant les tribunaux civils pour ses actions pendant qu'il était président. N'est-ce pas une noble façon de dire aux démocrates de le poursuivre en justice ? D'ailleurs, Nancy Pelosi, cheffe de la Chambre basse, aux mains des démocrates, a annoncé qu'elle ouvre une enquête sérieuse, avec une « *Commission du genre 9/11* », comme celle qui a eu lieu après l'attaque du 11 septembre 2001 contre les gratte-ciels du World Trade Center, à New York.

Outre ce que pourrait révéler une enquête sur les dessous de l'attaque du 6 janvier contre le Capitole, haut lieu de la démocratie américaine, l'ex-président aura à se défendre dans d'autres cas dans l'état de New York pour des affaires douteuses de sa compagnie, ainsi que dans l'état de Georgie, pour avoir interféré dans l'exercice électoral du mois de novembre. Ā ne pas oublier que le président Trump avait essayé de corrompre le secrétaire de cet état, voulant l'exiger à lui trouver suffisamment de votes pour lui accorder la victoire sur Joe Biden. Et le scandale avait éclaté quand la bande sonore de sa conversation de plus d'une heure avec cet officiel de l'état a fuité. Puis, il y a des dettes énormes auxquelles il doit faire face. L'avenir de l'ex-président Trump est, à ce point, incertain.

***Inédi t: Marie-Antoinette Gauthier, médecin, arrêtée dans la nuit du 6 au 7 février, dans l'affaire de coup d'État bidon de Jovenel Moïse, était à l'endroit où son expertise a sauvé la situation : en prison.** Elle a pu aider une autre prisonnière dans l'accouchement heureux de son bébé. Non, il ne s'agit pas de sa sœur, Maire-Louise Gauthier, inspectrice de police, arrêtée, elle aussi, dans les mêmes conditions et emprisonnée, Jovenel Moïse et ses associés auront à rendre compte bientôt pour leurs forfaits. «*Bat chen tann mèt li* », dit l'adage créole. (Donner une raclée au chien, et se préparer à faire face à son maître),

Pierre Quiroule

17 fàvrier 2021